

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès



**Ministère du Plan, de la Statistique, de l'Intégration Régionale,
des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande**

Institut National de la Statistique

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA STATISTIQUE
DE LA CUVETTE-OUEST**

**ANNUAIRE STATISTIQUE
DE LA CUVETTE-OUEST 2018**



EDITION 2020



REPUBLIQUE DU CONGO

Unité - Travail - Progrès



**Ministère du Plan, de la Statistique, de l'Intégration Régionale,
des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande**

Institut National de la Statistique

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA STATISTIQUE
DE LA CUVETTE-OUEST**

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA CUVETTE-OUEST 2018

EDITION 2020



La loi n° 36-2018 sur la statistique officielle promulguée le 5 octobre 2018 stipule entre autres :

Article 1 : La présente loi fixe les règles relatives à l'élaboration, à la production et à la diffusion des statistiques officielles.

Elle détermine l'organisation, le fonctionnement général et la coordination du système statistique national.

Article 3 : Les travaux et les activités relatifs à l'élaboration, à la production et à la diffusion des statistiques officielles sont réalisées selon les principes fondamentaux suivants : (i) le secret statistique ; (ii) l'obligation de réponse aux questionnaires statistiques et l'obligation de transmission des fichiers des données administratives et des données individuelles ; (iii) l'indépendance professionnelle ; (iv) la qualité ; (v) la diffusion et (vi) la coordination et la coopération.

Article 26 : La production des statistiques officielles s'effectue dans le respect des normes, des méthodes, des concepts, des nomenclatures et des définitions harmonisés et/ou uniformisés, dans le cadre de la coopération sous régionale, régionale et internationale.

Article 27 : Le système statistique national fournit les informations statistiques officielles se rapportant notamment aux domaines économique, démographique, social, culturel et environnemental.

À ce titre : Il est chargé, notamment de : (i) collecter les données auprès des ménages, des entreprises, des administrations et de toutes autres unités statistiques, et d'en assurer l'enregistrement, le traitement et l'analyse, conformément aux dispositions de l'article 26 de la présente loi et en fonction des besoins exprimés par l'ensemble des utilisateurs ; (ii) publier et diffuser l'information statistique auprès de tous les utilisateurs publics et privés ; (iii) élaborer, sur la base des informations statistiques disponibles des analyses préliminaires en rapport avec les différents domaines liés au développement ; (iv) coordonner les activités des différents acteurs chargés de la statistique ; (v) programmer les activités statistiques, définir les normes, les concepts et les nomenclatures, et adopter les méthodes statistiques, dans le cadre de la coopération sous régionale, régionale et internationale ; (vi) organiser la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de l'information statistique ; (vii) organiser la formation initiale et continue du personnel exerçant dans les domaines statistique et démographique et assurer la promotion de la recherche et de la culture statistique.

Article 28 : Le système statistique national comprend : (i) un organe de régulation et de coordination de l'activité statistique ; (ii) un organisme public de production des statistiques officielles ; (iii) les producteurs des statistiques officielles sectorielles ; (iv) les écoles et institutions de formation statistique et démographique ; (v) les autres acteurs.

Article 32 : L'organisme public de production des statistiques officielles est chargé de la coordination technique des activités du système statistique national.

Il a notamment pour mission de contribuer à la fourniture des données statistiques liées aux domaines économique, démographique, social, culturel et environnemental.

L'organisme public de production des statistiques officielles est régi par des textes spécifiques.

La Loi n° 35-2018 portant création de l'Institut National de la Statistique promulguée le 5 octobre 2018 stipule entre autres :

Article 1 : Il est créé un organisme public de production des statistiques officielles dénommé « Institut National de la Statistique » en sigle INS.

L'Institut National de la Statistique est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le siège de l'Institut National de la Statistique est fixé à Brazzaville.

Toutefois, il peut, lorsque les circonstances le justifient, être transféré en tout autre lieu du territoire national, par décret en Conseil des ministres, sur proposition du comité de direction.

Article 2 : L'Institut National de la Statistique est placé sous la tutelle du ministère en charge de la statistique.

Article 3 : L'Institut National de la Statistique assure la coordination technique des activités du système statistique national et contribue à la fourniture des données statistiques liées aux domaines économique, démographique, social, culturel et environnemental.

D'après le Décret n°2019-431 du 30 décembre 2019 portant approbation des statuts de l'Institut National de la Statistique, l'article 6 stipule : l'Institut National de la Statistique assure la coordination technique des activités du système statistique national et contribue à la fourniture des données statistiques liées aux domaines économique, démographique, social, culturel et environnemental. A ce titre, il est chargé, notamment de : (i) procéder à la collecte des informations, à leur traitement, leur analyse, leur diffusion, leur stockage et leur mise à jour ; (ii) produire les comptes nationaux et les indicateurs macroéconomiques ; (iii) produire et mettre à la disposition des utilisateurs, des données et analyses statistiques répondant aux normes internationales reconnues en la matière ; (iv) centraliser et gérer l'ensemble des bases de données économiques, démographiques, sociales, culturelles et environnementales ; (v) publier et diffuser des informations de qualité sur la situation économique, démographique, sociale, culturelle et environnementale ; (vi) assurer le suivi des statistiques et de l'évaluation d'impact des stratégies, des politiques, des programmes et projets de développement national, (vii) promouvoir la coopération, la formation, la recherche et la culture statistique.

Article 7 : L'Institut National de la Statistique est administré par un comité de direction et géré par une direction générale.

Article 24 : La direction générale, outre le secrétariat de direction, le service informatique et le service de la communication et de la documentation, comprend : (i) la direction de la coordination statistique ; (ii) la direction des statistiques démographiques et sociales ; (iii) la direction des enquêtes et des recensements ; (iv) la direction des synthèses et analyses économiques ; (v) la direction des statistiques économiques ; (vi) la direction administrative et financière et (vii) les directions départementales.

Article 40 : Les directions départementales assurent au niveau local, les missions dévolues à la direction générale. Elles sont dirigées et animées par des directeurs départementaux qui ont rang de chef de service.

Article 41 : Chaque direction départementale, outre le secrétariat, comprend : (i) le service de la coordination statistique ; (ii) le service des statistiques démographiques et sociales ; (iii) le service des enquêtes et des recensements ; (iv) le service des statistiques économiques et (v) le service administratif et financier.

Ce document a été élaboré par:

- **Raphaël MBOUNGOU**, Directeur départemental de la statistique (DDSTAT);
- **Guerman ODZOKI MOSSONGO**, Chef de service de la coordination statistique à la DDSTAT (Par ordre).

Sous la coordination générale de Monsieur **Gabriel BATSANGA**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS), la coordination technique de Monsieur **Jean Elvis MOBOULA**, Directeur de la Coordination Statistique, avec l'assistance des Messieurs **Guy Blaise NKOUNKOU** et **Brice Farrio LOKO BOUESSO**, cadres de l'Institut National de la Statistique.

Ont également participé à l'élaboration de cette publication, les structures suivantes :

Pour les structures :

- Direction départementale de la statistique (DDSTAT)
- Direction départementale de l'agriculture (DDA) ;
- Direction départementale de l'élevage (DDE) ;
- Direction départementale de la pêche (DDP) ;
- Direction départementale des mines et de la géologie (DDMG);
- Direction départementale de la promotion de la femme (DDPF) ;
- Direction départementale de l'intégration de la femme au développement (DDIFD).

Pour les personnes :

- Jospin Chandrel MOUDILOU, chef de service des statistiques démographiques et sociales à la DDSTAT (Par ordre) ;
- Roger Benjamin MALOUATA BANIOK, chef de service des statistiques économiques à la DDSTAT (Par ordre) ;
- Serge Rodrigue MANANGA MABIALA, chef de service administratif et financier à la DDSTAT (Par ordre) ;
- Gloire-Alvharith NKASSA, représentant de Direction départementale de l'agriculture (DDA);
- OMBILOLOKI, représentant la DDA ;
- Angélique ONOUNGA, représentant la DDPF;
- YanicDANZIAT k, représentant la DDIFD ;
- Alain Maurille EKANGA, représentant la DDMG;
- OBIAOULI-NDONODZOL, représentant la DDMG ;
- Gaëlle Chryschina MOUNDELE NTSONGOLA, personne d'appui;
- Bernard EKEMY, personne d'appui;
- Albert ONDICKAT, personne d'appui;
- Belson MASSIMBI, personne d'appui.

Ce document a été examiné et validé par les personnes dont les noms sont cités ci-après :

- Jean Séraphin ODZOURGA	Préfecture ;
- Guillaume NDZILA	DD santé ;
- Romaric OYEKE	Justice ;
- Pascal TSONO ELENGA	DD Agriculture ;
- Joël OMANI	DD économie forestière ;
- Alvharith Gloire NKASSA	DD Élevage ;
- Mavie GOSSIA MBANI	DD promotion de la femme ;
- François ALENDE	Conseil départemental ;
- OKOUAKOUA ITOUA	DD Douanes ;
- Joseph MABONDA	DDEPSA ;
- Godefroy MOUYA	DDETP ;
- Bretch Breton M'PEATH-DIDDIT	DD Police ;
- ABAMBA OKOUYI	DD transports ;
- Davy Martial DIMI KANGA	DD ONEMO ;
- Rahim Claver MBAN	DD impôts ;
- Jean Louis MOVELE	Région de Gendarmerie.

La reprographie de ce document a été assurée par les membres de la section 3 de la commission d'élaboration des annuaires statistiques 2018.

Il s'agit de :

- Roland Brice MAMBOU MIAMBANZILA (chef de section) ;
- Gaston MATONDO ;
- Destin Brice DEKAMBI ;
- Rossi ITOUA ;
- Nestor Lezin MAYALA;
- Ginette KOUBA YINDOULA.

Cet annuaire a été produit grâce à l'appui financier du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT).

Cofinancé par le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale, le PSTAT a pour objectifs de développement :

- ✓ renforcer le système statistique national dans la production et la diffusion de statistiques de qualité pour la définition des politiques de développement et la prise de décision ;
- ✓ promouvoir la demande d'informations statistiques.

Les composantes et sous composantes du PSTAT sont :

- ✓ **Composante 1 : Développement des institutions : ressources humaines, structure et infrastructures organisationnelles.**
 - Sous-composante 1.1: Amélioration de l'organisation ;
 - Sous-composante 1.2: Développement des ressources humaines ;
 - Sous-composante 1.3: Modernisation des infrastructures et du matériel ;
 - Sous-composante 1.4: Mise à niveau des systèmes et des équipements.
- ✓ **Composante 2 : Production et diffusion des données, utilisation des statistiques.**
 - Sous-composante 2.1: Production et gestion des données ;
 - Sous-composante 2.2: Diffusion et utilisation des informations statistiques ;
 - Sous-composante 2.3: Système de paiement des primes selon le FBR.
- ✓ **Composante 3 : Gestion du projet.**

Chapitre 9 : STATISTIQUES DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	100
❖ Culture	102
❖ Communication	104
Chapitre 10 : STATISTIQUES DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES	106
❖ Santé	111
• Formations sanitaires du secteur public	111
• Activités curatives	117
• Formations sanitaires du secteur privé	118
• Personnel de santé du secteur public	121
• Vaccinations pratiquées	129
• Cas des maladies dépistées	140
• Pathologies observées	141
❖ Affaires sociales	145
• Personnes vivant avec handicap	145
Chapitre 11 : STATISTIQUES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	151
❖ Justice	151
• Activités des juges d’instruction	153
• Activités des juridictions civiles et pénales	155
• Personnel de la justice	156
• Population carcérale	159
• Divorces	163
• Infractions constatées par la Police judiciaire	164
• Accidents survenus et enregistrés par la Police judiciaire	165
• Infractions constatées par la Région de Gendarmerie	167
• Accidents survenus et enregistrés par la Région de gendarmerie	168
Chapitre 12 : GENRE DANS LES INSTANCES POLITIQUES	171
Chapitre 13 : AUTRES STATISTIQUES SOCIALES ET CONNEXES	177
❖ Sport	177
❖ Partis politiques	180
❖ Habitat	180

PARTIE D: STATISTIQUES ECONOMIQUES	187
Chapitre 14 : STATISTIQUES SUR L'AGRICULTURE.....	197
❖ Cultures vivrières et industrielles.....	199
• Production.....	199
• Superficie.....	204
❖ Maraichage.....	205
• Production.....	205
• Sites maraichers	213
• Superficie.....	213
❖ Arboriculture.....	214
Chapitre 15 : STATISTIQUES SUR L'ÉLEVAGE.....	215
• Production.....	217
• Organisations des éleveurs.....	219
Chapitre 16 : STATISTIQUES SUR LA PÊCHE.....	221
• Production.....	223
• Superficie.....	229
• Organisations des pêcheurs.....	229
Chapitre 17 : STATISTIQUES FORESTIÈRES	231
Chapitre 18 : STATISTIQUES MINIERES	239
Chapitre 19 : STATISTIQUES DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	243
ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE.....	243
Chapitre 20: STATISTIQUES DE L'HOTELLERIE	247
• Infrastructures et capacité hôtelière	249
• Restauration.....	250
• Arrivées dans les hôtels.....	250
• Nuitées dans les hôtels.....	251
Chapitre 21 : FINANCES PUBLIQUES	253
Chapitre 22 : STATISTIQUES DES TRANSPORTS	259
❖ Transports aérien	261
• Réseau routier.....	261
❖ Véhicules immatriculés.....	261
❖ Permis de conduire	263

Chapitre 23 : AUTRES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET CONNEXES.....	269
❖ Eau et énergie	269
❖ Produits pétroliers	269
❖ Statistiques industrielles.....	270
❖ Artisanat	271

Sigles et acronymes	VAT 2+	Vaccin Anti-Tétanique 2 ^{ème} dose et +
	VAT 1	Vaccin Anti-Tétanique 1 ^{ère} dose
	V	Voyageur
	Vk	Voyageur-kilomètre

Localisation de la Direction Générale de l'Institut National de la Statistique et de la Direction Départementale de la Statistique de la Cuvette-Ouest

Direction Générale de l'Institut National de la Statistique :

En face de l'ex Radio Congo., non loin de l'École Nationale Moyenne d'Administration
(ENMA).

BP. 2031 Brazzaville/Congo
Site web: www.cnsee.org/ins-congo.org

Direction Départementale de la Statistique de la Cuvette-Ouest :

Située en diagonale du siège de la Préfecture, entre la Sous-Préfecture et le siège du
Conseil départemental et en face de l'ancien siège du Conseil départemental.

NOTES EXPLICATIVES

- **Sources**

Cet annuaire a été élaboré à partir de données collectées par la Direction Départementale de la Statistique (DDSTAT), ou par l'exploitation de documents administratifs et officiels (publications, rapports d'activités, notes de conjoncture, etc.).

La liste des sources des données est mentionnée à la partie présentation.

- **Structure du document**

Ce document comporte 23 chapitres regroupés en 4 parties numérotées de A à D :

Partie A : Informations générales ;

Partie B : Statistiques sur l'environnement ;

Partie C : Statistiques démographiques et sociales ;

Partie D : Statistiques économiques.

Chaque chapitre est précédé par la liste des tableaux et la liste des graphiques avec, quelques détails sur la présentation des données collectées, la définition des principaux concepts, la méthodologie utilisée pour l'information collectée, l'identification de la source et la documentation contenant l'information.

PRINCIPAUX INDICATEURS PAR DOMAINE (suite)

	2014	2015	2016	2017	2018
4. Enseignement technique					
❖ Collège d'enseignement technique					
Proportion d'enfants autochtones (en %)					-
Proportion d'enfants orphelins (en %)					9,18
Proportion d'enfants vivant avec handicap (en %)					3,74
Proportion des élèves filles-mères(en %)					9,18
Proportion d'enfants de nationalité étrangère (en %)					-
Ratio Élèves /Établissements					98
Ratio Élèves /Classes pédagogiques					24,5
Ratio Élèves /Table-bancs					0,79
Rapport Filles/Garçons					2,3
❖ Lycée d'enseignement technique					
Ratio Élèves /Établissements					349
Ratio Élèves /Classes pédagogiques					43,63
Ratio Élèves /Table-bancs					2,3
Rapport Filles/Garçons					0,94
5. Santé					
Nombre d'habitants/Centre de santé (PMAS et PMAE)	5 419	5 925	6 497	6 256	5 732
Nombre d'habitants par médecin (norme OMS : 10 000 habitants par médecin)	15 355	18 960	19 491	16 682	...
Nombre d'habitants par infirmier (norme OMS : 5 000 habitants par infirmier)	2 247	4 989	3 360	2 780	...
6. Tourisme et hôtellerie					
Durée moyenne de séjour (Nuitées)	1,89	2,12	1,25	2,53	1,81

PARTIE A : INFORMATIONS GENERALES

LISTE DES TABLEAUX

GÉOGRAPHIE

Tableau 2.1 : Distance séparant le chef-lieu Ewo avec les chefs-lieux des départements

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Tableau 3.1 : Entités administratives du département

Tableau 3.2 : Organisation administrative

Tableau 3.3 : Groupes ethniques du département

Chapitre 1 : CADRE HISTORIQUE ET INSTITUTIONNEL

L'histoire de la Cuvette-Ouest (tirée de « La Cuvette-Ouest de la Préhistoire à nos jours /Auteur Bernard LEMAMI ») a des ramifications dans les autres départements du Congo par des réalités sociales, psychologiques, économiques, politiques et culturelles.

Le département de la Cuvette-Ouest est l'une des douze circonscriptions administratives que compte la République du Congo, il est le résultat de la scission en deux entités administratives distinctes de la grande région de la Cuvette, connue au temps de l'Afrique Équatoriale Française (AEF) sous le nom de la Likouala-Mossaka (créée en 1910).

En 1947 la région de la Likouala-Mossaka comprenait cinq (5) districts : Fort-Rousset (Owando), Makoua, Mossaka, Ewo et Kellé. Aujourd'hui Ewo et Kellé se trouvent dans la Cuvette-Ouest, tandis que Fort-Rousset (Owando), Makoua et Mossaka appartiennent au département de la Cuvette.

En 1959, le département de la Likouala-Mossaka s'éclata en trois préfectures :

- La Préfecture de l'Équateur composée de : Fort-Rousset, Makoua et Kellé, Fort-Rousset fut le chef-lieu ;
- La Préfecture de l'Alima composée de : Boundji, Okoyo et Ewo, Boundji fut le chef-lieu ;
- La Préfecture autonome de Mossaka.

En 1967 la fusion des trois Préfectures donne naissance à la région de la Cuvette.

En 1995 par la loi 02/95 du 18 février 1995, la Région de la Cuvette-Ouest est créée, elle est composée des districts d'Ewo, Etoumbi, Kellé, Mbama, Mbomo et Okoyo. Le chef de la Région est Ewo.

En 2003, par loi n°003 du 17 janvier 2003, la Région de la Cuvette-Ouest devient le département de la Cuvette-Ouest.

Chapitre 2 : GÉOGRAPHIE

1. Présentation

La Cuvette-Ouest est un département de la République du Congo, située au nord –ouest du pays à cheval sur l'équateur avec environ 2/10 de son territoire, sur deux hémisphères, de 0° 0'0" de latitude nord et de 0°52' 0" de latitude sud. Il s'étend sur une superficie de 26.000 Km², soit 7% de la superficie du pays.

2. Limites administratives

Le département de la Cuvette-Ouest est limité :

- au nord, par le département de la Sangha ;
- au sud, par le département des Plateaux ;
- à l'est, par le département de la Cuvette ;
- à l'ouest, par la République Gabonaise.

3. Relief

Son relief luxuriant est constitué de paysages diversifiés et pleins d'attraits comme le parc national d'Odzala-Kokoua, le mont Lekety (AMAYA M'OKINI), la savane herbeuse et la savane arbustive. Ces paysages, outre la forêt équatoriale au Nord du département occupant 70,9% de la superficie, soit 18.859,87 km², couvrent de grandes savanes au Sud sur 7740 km², soit 29,1%.

4. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la Cuvette-Ouest est dense, le département est suffisamment arrosé. On distingue quelques cours d'eau d'un débit assez important comme :

- l'Alima qui est navigable toute l'année, arrose le district d'Okoyo ;
- le Kouyou qui prend sa source au village Vaga est navigable de façon timide de MBama à Owando, dans la Cuvette, par des petites embarcations.
- la Likouala-Mossaka est navigable pendant la saison des pluies d'Etoumbi à Mossaka par des pirogues motorisées.

5. Climat

Son climat subéquatorial est divisé en deux grandes saisons (la saison de pluies et la saison sèche), ces deux saisons dites grandes sont précédées de deux petites saisons identiques.

6. Voies de communication

Le réseau routier est long de 1991,9 km. Il sied de signaler qu'il existe quatre catégories de routes, à savoir :

- les routes nationales ;
- les routes départementales ;
- les routes d'intérêt local ;
- les routes non-classées.

On distingue les routes suivantes :

- la route Ewo- Okoyo longue de 85 km ;
- la route Ewo –Talas – Mbama longue de 65 km ;
- la route Ewo- Talas – Etoumbi longue de 130 km ;
- la route Etoumbi – Kellé longue de 65 km ;
- la route Etoumbi – Mbomo longue de 65 km.

Ces routes sont prolongées par les bretelles ci-après :

- Etoumbi – Tcherré – Ewo, longue de 142 km ;
- Kellé – Oboko II – Oyabi, longue de 51 km ;
- Okoyo – Lékéty–frontière Gabon, longue de 90 km ;
- Mbomo – Olloba, longue de 65 km.

Tableau 2.1 : Distance séparant le chef-lieu Ewo avec les chefs-lieux des autres départements

Unité : Km

	Brazzaville	Pointe-Noire	Dolisie	Sibiti	Madingou	Kinkala	Djambala	Owando	Ouessou	Impfondo
Chef-lieu Ewo	515	1083	877	888	763	592	228	158	480	...

Source : Préfecture

Chapitre 3 : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le département de la Cuvette-ouest fonctionne administrativement à l'image de la nation congolaise avec des Administrations déconcentrées et décentralisées.

En ce qui concerne l'Administration déconcentrée, le département est dirigé par un Préfet nommé par décret présidentiel.

L'Administration décentralisée dispose, pour le département, d'un organe délibérant, élu aux suffrages universels directs, dénommé Conseil départemental qui compte 55 conseillers et un organe exécutif composé de 3 membres ; pour la commune, d'un organe délibérant élu aux suffrages universels directs dénommé Conseil municipal qui compte 25 conseillers et d'une autorité exécutive (le Maire).

L'appareil judiciaire départemental est incarné par un Tribunal de Grande Instance (TGI), dirigé par un président, suivi d'un Vice-président et des juges et le parquet incarné par un Procureur de la République suivi des substituts représentant le ministère public.

Le département de la Cuvette-Ouest avec pour chef-lieu Ewo compte :

- une (01) commune de plein exercice, dirigée par un Maire élu ;
- six(06) sous-préfectures dont la gestion est confiée aux Sous-préfets ;
- trois (03) communautés urbaines chapeautées chacune par un Administrateur-maire.

La situation administrative du département est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 3.1 : Entités administratives du département

Département	Chef-lieu	Districts	Communautés urbaines	Commune
CUVETTE-OUEST	EWO	EWO	ETOUMBI	EWO
		KELLÉ	KELLE	
		MBOMO	OKOYO	
		OKOYO		
		ETOUMBI		
		MBAMA		

Source : Préfecture

Tableau 3.2 : Organisation administrative

District	Commune	Chef-lieu	Communauté Urbaine	Quartier	Grand Village
	Ewo			Bouta Ouenze Kangamitema Centre Ewo village	
Ewo		Ewo			Yaba-mbétis Okondo Ekeyi vaga Yaba la Belle Kebili
Kellé		Kellé	Kellé	Lembele Kelle village Eley Bomi Oyabi Makolo	Oyabi Mbomo bakota Omboye frontière Oboko II Djoukou Entsiami
Mbomo		Mbomo			Mbandza Olloba
Okoyo		Okoyo	Okoyo	Adzhé Ndoumou Assali Bouligui Tsoulou	Adzié Lekety Assingui Mbié Onguia Edzounga
Etoumbi		Etoumbi	Etoumbi	Kossaloba Amvoua Yongolo Omondzo Apengue	Tcherré Engobé Tsama Obala
Mbama		Mbama			Okoba Mboma Okabambo Talas Essoura Okélataka

Source : Préfecture

La population du département a été dénombrée à 72.999 habitants lors du Recensement général de la population et de l'habitation de 2007, (RPGH 2007), soit 2,5 hab. /km². Aujourd'hui cette population est estimée à 97450 habitants, soit 3,34 hab/km² et répartie en plusieurs groupes ethniques.

Tableau 3.3 : Groupes ethniques du département

Sous-préfecture	Groupes ethniques
Ewo	Tékés, Mbérés
Kellé	Mbérés, Bakotas
Mbomo	Mbokos, Bakotas, Mogoms, Kolas
Okoyo	Tékés
Etoumbi	Ngarés, Mbérés
Mbama	Mbérés

Source : Préfecture

PARTIE B : STATISTIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

LISTE DES TABLEAUX

CLIMATOLOGIE

Tableau 4.1 : Température moyenne annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

Tableau 4.2 : Température moyenne mensuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

Tableau 4.3: Pluviométrie annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

Tableau 4.4 : Pluviométrie mensuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

Tableau 4.5 : Humidité relative annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

Tableau 4.6: Humidité relative mensuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

AUTRES STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Tableau 5.1 : Superficie des forêts reboisées et des aires protégées de 2014 à 2018

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Diagramme ombrothermique* d'Ewo en 2018

Graphique 2 : Diagramme ombrothermique* de Kellé en 2018

Graphique 3 : Évolution de la superficie totale reboisée de 2014 à 2018

Chapitre 4 : CLIMATOLOGIE

I. Présentation

Les statistiques présentées dans ce chapitre portent sur les températures, les précipitations (pluviométries) et l'humidité.

Le département de la Cuvette-Ouest compte deux (02) stations météorologiques : Ewo et Kellé.

II. Concepts et définitions¹

Station d'observation synoptique : localité où se font les relevés météorologiques quotidiens.

Hauteur d'eau d'un (1) mm : équivalent d'un (1) litre par m^2 ou $10 m^3$ à l'hectare.

Jour de précipitations : jour où la quantité d'eau dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm.

Température maximale : température la plus élevée de la journée ; elle s'observe aux environs de 15 heures.

Hygrométrie : taux d'humidité dans l'air

Température minimale : température la plus basse de la journée ; elle s'observe aux environs de 4 heures du matin.

Humidité relative de l'air ou degré hygrométrique notée ϕ : rapport de la pression partielle de la vapeur d'eau contenue dans l'air sur la pression de vapeur saturante (ou tension de vapeur) à la même température. Elle est mesurée à l'aide d'un hygromètre.

III. Méthodologie

Au niveau de la DDSTAT, les statistiques météorologiques ont été collectées par dépôt des maquettes de collecte préétablies auprès des centres de météorologie d'Ewo et de Kellé.

Dans les stations météorologiques d'Ewo et de Kellé, le personnel en service a renseigné ces maquettes de collecte par lecture directe des carnets d'observation (CO) et du tableau climatique mensuel (TCM). Les carnets d'observation et le tableau climatique mensuel sont renseignés à partir d'un diagramme thermographe qui enregistre les températures (maximales et minimales) et à l'aide d'un pluviomètre de $4 dm^2$ de surface de réception, placé à 150 cm au-dessus du sol qui mesure, de 6 heures TU de la veille, à 6 heures TU du lendemain, les précipitations. Les températures sont exprimées en degré Celsius ($^{\circ}C$) et les précipitations en millimètre (mm).

Données manquantes : s'agissant de la température, on a noté des données manquantes à la station d'Ewo en 2017 (mois d'avril) et à la station de Kellé en 2018 partant du mois de

¹ Concepts et définitions tirés de l'annuaire statistique national 2014 (INS)

mai jusqu'à décembre, manque dû par le thermomètre devenu hors service. Au niveau de la pluviométrie, des données manquantes ont été également constatées aux deux stations et en plus à la station de Kellé en décembre 2016 ; pour l'humidité, les données manquantes ont été enregistrées à la station d'Ewo en 2014 au mois de mai.

Toutes les données manquantes ont été estimées par les méthodes statistiques d'imputation par la moyenne géométrique et d'imputation par régression.

Exactitude/Fiabilité des données : la couverture de la collecte a été totale sur les deux stations, les données fournies ont été obtenues selon les règles de l'art et par l'entité ressource habileté et les estimations ont été effectuées par les techniques statistiques appropriées. Nous pouvons conclure que les informations collectées sont fiables.

Cohérence des données : les données présentées ici proviennent d'un fichier électronique en provenance de la Direction générale de l'ANAC à Brazzaville. Ce fichier retrace la situation météorologique de toutes les stations du Congo. Les données manquantes de ce fichier ont été complétées par celles ayant fait l'objet de la collecte primaire dans le département.

IV. Sources et documentation

Sources	<ul style="list-style-type: none"> - Station météorologique d'Ewo ; - Station météorologique de Kellé.
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de relevé de températures et de précipitations ; - Données statistiques météorologiques de l'Agence nationale de l'aviation civile de Brazzaville (en fichiers électroniques).

- **Température**

Tableau 4.1 : Température moyenne annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

		<i>Unité : °C</i>				
		2014	2015	2016	2017	2018
Ewo	Maximale	31,9	31,8 ^e	32,1	31,5	31,9
	Minimale	21,2	20,5 ^e	21,6	19,2	20,9
Kellé	Maximale	33,7	31,1	30,9 ^e	30,6	31,1
	Minimale	19,1	20,8	20,9 ^e	20,9	21

Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile de la Cuvette-ouest

e : Valeurs estimées par la méthode d'imputation par la moyenne géométrique

- **Pluviométrie**

Tableau 4.3: Pluviométrie annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

		<i>Unités</i>	2014	2015	2016	2017	2018
Ewo	Hauteur	<i>mm</i>	922,9	1404,0	1573,0	1925,0	2724,0
	Jours	<i>j</i>	123	137 ^e	134	143	151
Kellé	Hauteur	<i>mm</i>	1787,8	1636,0	960,8	2066,3	2006,0
	Jours	<i>j</i>	125	129 ^e	112	146	136

Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile de la Cuvette-ouest

e : Valeurs estimées par la méthode d'imputation par la moyenne géométrique

- Humidité

Tableau 4.5 : Humidité relative annuelle enregistrée par station de 2014 à 2018

		Unités	2014	2015	2016	2017	2018
Ewo	Maximale	%	93,6	93,7 ^e	94,0	93,0	94,0
	Minimale	%	65,0	59,0 ^e	58,0	60,0	59,0
Kellé	Maximale	%	96,3	96,0	96,0 ^e	96,0	96,0
	Minimale	%	68,8	67,0	66,0 ^e	67,0	64,0

Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile de la Cuvette-ouest

e : Valeurs estimées par la méthode d'imputation par la moyenne géométrique

PARTIE C. STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Tableau 9.2 : Évolution des groupes artistiques par type de 2014 à 2018

Tableau 9.3 : Répartition des groupes artistiques selon la commune et le district en 2014

Tableau 9.4 : Répartition des groupes artistiques selon la commune et le district en

Tableau 9.5 : Audiovisuel et Presse écrite de 2014 à 2018 par secteur

STATISTIQUES DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES

Tableau 10.01: Nombre d'établissements de santé du secteur public par type de 2014 à 2018

Tableau 10.02: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2014

Tableau 10.03: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2015

Tableau 10.04: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2016

Tableau 10.05: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2017

Tableau 10.06: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2018

Tableau 10.07: Nombre de lits fonctionnels par type d'établissement de santé du secteur public de 2014 à 2018

Tableau 10.08 : Nombre de lits fonctionnels dans les hôpitaux de référence du secteur public de 2014 à 2018

Tableau 10.09: Nombre de lits fonctionnels par service à l'hôpital de référence d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 10.10: Nombre de lits fonctionnels par service à l'hôpital de référence d'Etoumbi de 2014 à 2018

Tableau 10.11: Nombre de lits fonctionnels par CSI à PMAE du secteur public de 2014 à 2018

Tableau 10.12: Nombre de malades reçus par service à l'hôpital de référence d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 11.16 : Effectifs des condamnés par nationalité et par genre dans la commune de Ewo de 2014 à 2018

Tableau 11.17 : Effectifs des condamnés par durée de la peine selon le genre dans la commune de Ewo de 2014 à 2018

Tableau 11.18 : Évolution du nombre de divorces prononcés par mois au tribunal de grande instance d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 11.19 : Répartition des infractions constatées par les services de police par type de 2014 à 2018

Tableau 11.20 : Accidents de la circulation routière survenus et enregistrés par les services de la Police par type de 2014 à 2018

Tableau 11.21 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par types suivant le mois en 2014

Tableau 11.22 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par types suivant le mois en 2015

Tableau 11.23 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par types suivant le mois en 2016

Tableau 11.24 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par types suivant le mois en 2017

Tableau 11.25 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par types suivant le mois en 2018

Tableau 11.26 : Répartition des infractions constatées par la région de Gendarmerie par type de 2014 à 2018

Tableau 11. 27 : Accidents de la circulation routière survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par type de 2014 à 2018

Tableau 11. 28 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par types suivant le mois en 2015

Tableau 11.29 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par types suivant le mois en 2016

Tableau 11.30 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par types suivant le mois en 2017

Tableau 11.31 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par types suivant le mois en 2018

GENRE DANS LES INSTANCES POLITIQUES

Tableau 12.01 : Nombre de conseillers départementaux en début de mandat au Conseil départemental selon le genre en 2012-2017 et 2017-2022

Tableau 12.02 : Nombre de conseillers municipaux en début de mandat au Conseil municipal d'Ewo selon le genre en 2012-2017 et 2017-2022

Tableau 12.03: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures déconcentrées et selon la fonction en 2014

Tableau 12.04: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures déconcentrées et selon la fonction en 2015

Tableau 12.05: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures déconcentrées et selon la fonction en 2016

Tableau 12.06: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures déconcentrées et selon la fonction en 2017

Tableau 12.07: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures déconcentrées et selon la fonction en 2018

Tableau 12.08: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2014

Tableau 12.09: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2015

Tableau 12.10: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2016

Tableau 12.11: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2017

Tableau 12.12: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2018

AUTRES STATISTIQUES SOCIALES ET CONNEXES

Tableau 13.01 : Nombre d'infrastructures sportives par type de 2014 à 2018

Tableau 13.02 : Nombre de licences des principaux sports olympiques délivrées par ligue et par genre selon la catégorie de 2014 à 2018

Tableau 13.03: Nombre de clubs sportifs enregistré par ligue et par genre selon la catégorie de 2014 à 2018

Tableau 13.04 : Nombre de sièges, de partis et associations politiques représentés au conseil départemental en début des mandats (2012- 2017) et (2017 - 2022)

Tableau 13.05 : Nombre de sièges, de partis et associations politiques représentés au conseil municipal en début des mandats (2012- 2017) et (2017 - 2022)

Tableau 13.06: Nombre de bâtiments et de logements administratifs par état de 2014 à 2018

Tableau 13.07: Nombre de bâtiments et de logements administratifs par état selon le district et la Commune en 2014

Tableau 13.08: Nombre de bâtiments et de logements administratifs fonctionnels par état selon le district et la Commune en 2015

Tableau 13.09: Nombre de bâtiments et de logements administratifs par état selon le district et la Commune en 2016

Tableau 13.10: Nombre de bâtiments et de logements administratifs par état selon le district et la Commune en 2017

Tableau 13.11: Nombre de bâtiments et de logements administratifs par état selon le district et la Commune en 2018

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Pyramide des âges en 2018

Graphique 2 : Demandes, offres et placements effectués de 2014 à 2017

Graphique 3 : Effectif du personnel enseignant dans les CEP selon l'année d'étude en 2017/2018

Graphique 4 : Effectifs des élèves vulnérables au primaire par type de vulnérabilités en 2017/2018

Graphique 5: Nombre de table-bancs au primaire en 2017/2018

Graphique 6 : Nombre d'écoles primaires selon le secteur en 2017/2018

Graphique 7 : Nombre de classes pédagogiques au primaire selon l'année d'études en 2017/2018

Graphique 8 : Effectifs des nouveaux entrants en 6^{ième} dans les CEG en 2017/2018

Graphique 9 : Effectif du personnel enseignant et administratif au secondaire 1er cycle selon l'âge en 2017/2018

Graphique 10 : Nombre de CEG selon le secteur en 2017/2018

Graphique 11 : Nombre de classes pédagogiques dans les CEG en 2017/2018

Graphique 12 : Nombre de nouveaux entrants en seconde dans les LEG au secondaire 2^{ième} cycle selon le genre en 2017/2018

Graphique 13 : Nombre de LEG selon le secteur en 2017/2018

Graphique 14 : Effectifs des apprenants dans l'alphabétisation et l'éducation non formelle selon le type de centres ayant répondu aux questions sur les effectifs et le genre en 2017/2018

Graphique 15 : Effectifs des animateurs et du personnel administratif dans l'alphabétisation et l'éducation non formelle selon le genre en 2017/2018

Graphique 16: Évolution des apprenants inscrits dans les ateliers de formation qualifiante du privé laïc selon le sexe en 2017 et 2018

Graphique 17 : Effectifs du personnel enseignant et administratif évoluant dans les CET selon le genre en 2017/2018

Graphique 18 : Répartition du personnel du lycée public selon le genre

Graphique 19 : Représentativité des groupes traditionnels par district en 2018

Graphique 20: Nombre d'infractions constatées par la Région de Gendarmerie par type de 2015 à 2018

Chapitre 6 : STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

I. Présentation

Ce chapitre présente les effectifs de la population du département par district, commune et communauté urbaine.

La structure de cette population est représentée par âge et par genre.

II. Concepts et définitions

Population résidente : ensemble d'individus qui vivent depuis six (6) mois au moins, dans le district ou la commune. Toutefois, une personne qui vit dans le district ou la commune depuis moins de six (6) mois et qui a l'intention d'y rester au moins six (6) mois est aussi considérée comme résidente.

III. Méthodologie

Projection des effectifs de la population du Congo

Les effectifs de la population des années 2014 à 2018 sont des projections réalisées à base des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2007 (RGPH-2007), en utilisant les logiciels SPECTRUM 3.2 (module Demproj) et Excel.

Les projections ont été faites par l'Institut National de la Statistique. Trois (3) hypothèses ont été émises à cet effet : (i) une hypothèse dite de croissance faible, avec un taux de croissance de 2,8% ; (ii) une croissance intermédiaire avec un taux de 3% et (iii) une croissance forte situant le taux à 3,5%.

L'appréciation de ces hypothèses a donné les résultats suivants : de 3 697 490 en 2007, cette population s'établirait à 6.115.825 habitants pour une croissance faible, 6.128.894 habitants pour la croissance moyenne ou intermédiaire et 6.564.581 habitants pour une croissance forte en 2025.

Dans le cadre de ce travail, les données considérées sont celles de l'hypothèse intermédiaire ou moyenne. La date de référence est le 28 avril 2007. En considérant le taux d'accroissement annuel de 3% tel que retenu par l'hypothèse intermédiaire, la population du Congo qui s'établirait à 6.128.894 habitants en 2025 (après 18 ans), connaîtra son doublement en 23,4 ans donc en 2031.

Projection des effectifs de la population des départements et des communes

Pour chaque département ou commune, il a été procédé à la projection de l'effectif total de la population à partir du taux d'accroissement intercensitaire observé entre les RGPH de 1984 et 2007. En outre, il a été admis que la structure par sexe et âge de la population de chaque département ou commune n'a pas changé de manière sensible entre 2007 et 2012.

Période de projection et population de départ

a)- Période de projection

Les projections présentées dans ce document couvrent la période 2007-2019, c'est à dire 12 ans. Elles sont donc à la fois des projections à court et moyen termes.

b)- Population de départ

Le dernier recensement de la population s'est déroulé en avril 2007. Cependant, l'ensemble des opérations de collecte s'est achevé en mai 2007. On considère les résultats de ce recensement comme une « photographie » de la population du Congo au 28 avril 2007. La répartition par âge obtenue au recensement présentait, comme c'est généralement le cas en Afrique subsaharienne, diverses irrégularités dues à la méconnaissance par de nombreuses personnes de leur date et année de naissance, d'où de nombreuses réponses donnant des âges approximatifs se terminant par 0 ou 5, au détriment des autres âges.

Données manquantes : Ce chapitre ne contient pas des données manquantes.

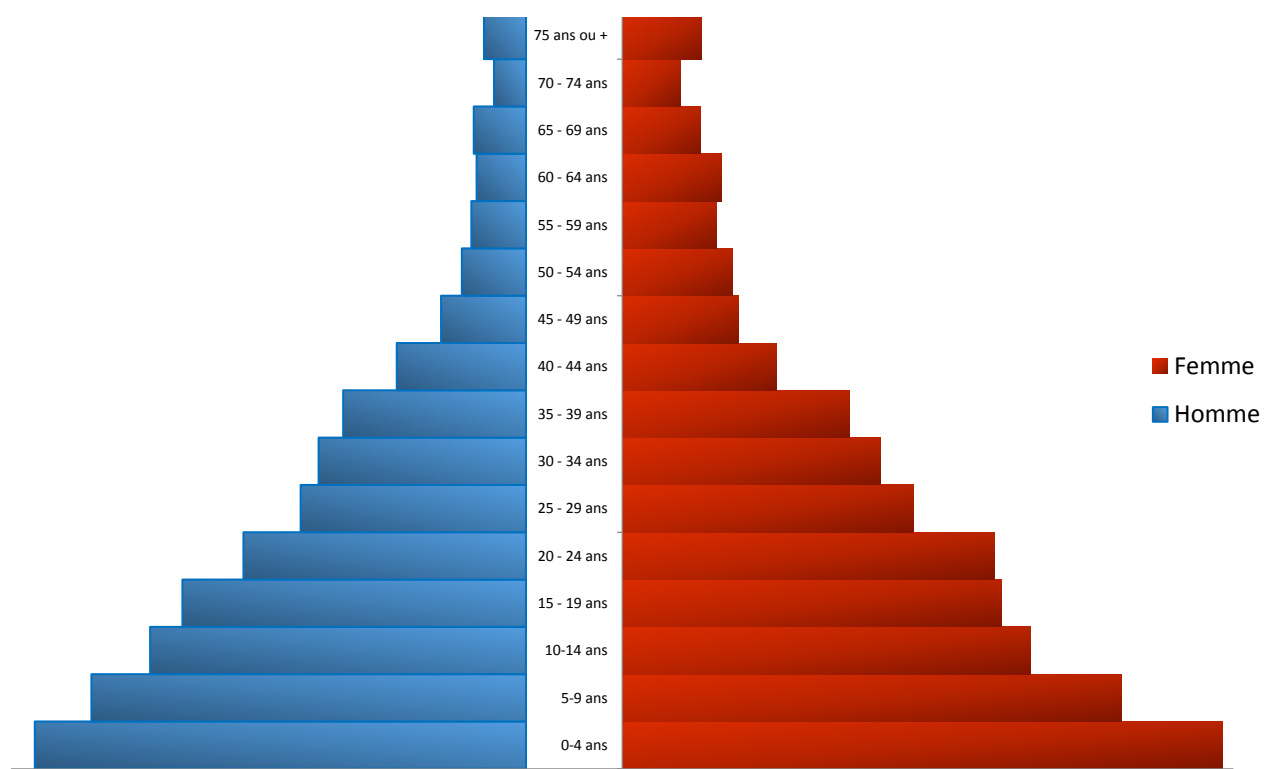
Exactitude/Fiabilité des données : Étant donné que les données produites sont des projections de l'INS, alors on peut dire qu'elles sont de bonne qualité.

Cohérence des données : Le rapprochement du fichier électronique et du document sur les projections et perspectives démographiques du Congo de 2007 à 2025 montre que les résultats obtenus sont sensiblement identiques.

IV. Source et documentation

Source	Institut national de la statistique
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport technique du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-2007) - Fichier électronique des projections de la population

Graphique 1 : Pyramide des âges de la population en 2018 selon le sexe



Chapitre 7 : STATISTIQUES DE L'EMPLOI

I. Présentation

Les statistiques sur l'emploi concernent les demandes d'emplois, les offres et les placements enregistrés à l'Office National de l'Emploi et de la Main-d'œuvre (ONEMO).

II. Concepts et définitions²

Demandeur d'emploi : personne qui transmet à une administration ou à une entreprise un dossier renfermant des pièces justificatives à une qualification académique ou professionnelle pour solliciter un poste de travail rémunérateur.

Offre d'emploi : besoin exprimé en personnel pour exécuter un travail rémunéré.

Placement : occupation d'un poste de travail rémunérateur acquis à la suite d'un recrutement permanent ou temporaire. Il peut être réalisé sans qu'aucune offre ne soit préalablement exprimée à l'ONEMO.

III. Méthodologie

Le personnel de la DDSTAT a déposé des maquettes de collecte auprès des services de l'ONEMO pour être renseignées.

Les services de l'ONEMO délivrent à tout requérant un récépissé, d'une validité d'une année, témoignant une qualification académique ou professionnelle permettant de solliciter un poste de travail rémunérateur à une administration ou à une entreprise. Cette pièce contient des renseignements permettant de constituer un répertoire des demandeurs d'emploi.

L'exploitation de ces récépissés et le dépouillement des rapports d'activités ainsi que le Bulletin statistique de l'ONEMO, ont permis de renseigner les maquettes de tableaux.

Données manquantes : ce chapitre ne connaît pas de données manquantes.

Exactitudes /Fiabilité des données : les données de ce chapitre ont été fournies par une source officielle, qui les a collectées par une méthode statistique adéquate. On peut dire donc quelles sont exactes et fiables.

Cohérence de données : Aucune comparabilité n'a pu être effectuée. Les données de ce chapitre sont cohérentes car elles sont issues des sources officielles.

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de l'ONEMO
Documentation	Rapports d'activités Bulletin statistique de l'ONEMO 2018

² Définitions tirées de l'Annuaire statistique national 2014 de l'INS

- Emplois à l'ONEMO

Tableau 7.1 : Demandes, offres et placements enregistrés à l'ONEMO de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Total demandeurs d'emplois	1487	473	84	413	8
- Hommes	1403	8
- Femmes	84	-
Total offres d'emplois	73	50	32	2	-
- Hommes	-
- Femmes	-
Total placements effectués	192	130	72	8	-
- Hommes	185	-
- Femmes	7	-
Taux de placement	12,91	27,48	85,71	1,93	-
- Hommes	13,18	-
- Femmes	8,33	-

Source : Direction Générale ONEMO, Direction départementale ONEMO de la Cuvette-Ouest

Graphique 2 : Demandes, offres et placements effectués de 2014 à 2017

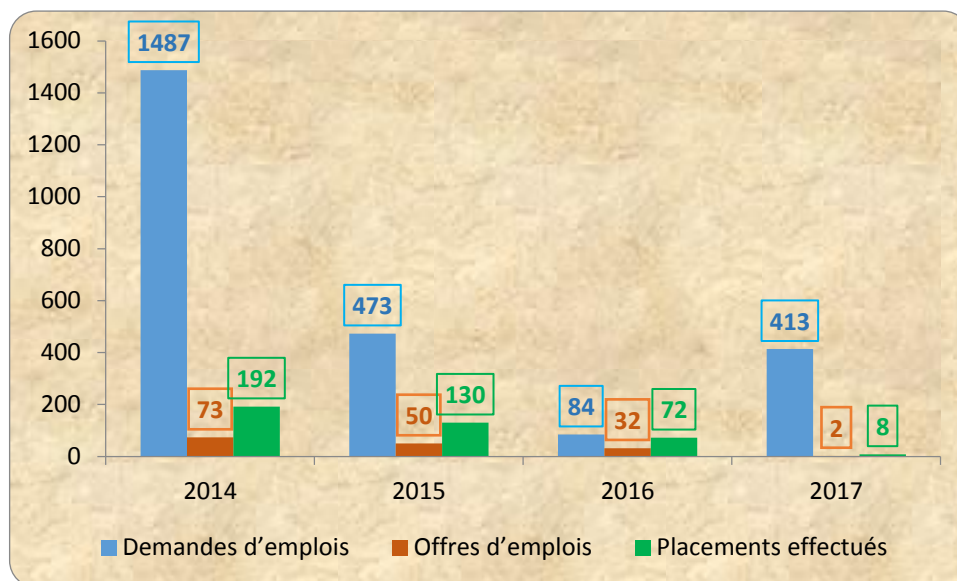


Tableau 7.2 : Demandes, offres et placements enregistrés à l'ONEMO par branche d'activités en 2016

Branche d'activités	Effectifs des demandeurs d'emplois	Nombre d'offres d'emplois	Nombre de placements effectués
Total Cuvette-Ouest	84	32	72
Primaire	11	-	-
- Agriculture	11	-	-
Secondaire	73	10	36
- Production électricité – gaz – eau	73	-	-
- Construction	-	10	36
Tertiaire	-	22	36
- Activités financières	-	03	8
- Hôtel et restaurant	-	05	6
- Santé Action sociale	-	04	2
- Transport	-	10	20

Source : Direction Générale ONEMO

Tableau 7.3 : Demandes, offres et placements enregistrés à l'ONEMO par branche d'activités en 2017

Branche d'activités	Effectifs des demandeurs d'emplois	Nombre d'offres d'emplois	Nombre de placements effectués		
			CDD	CDI	Total
Total Cuvette-Ouest	413	2	5	3	8
Primaire	87	-	-	-	-
- Agriculture	87	-	-	-	-
Secondaire	239	-	2	-	-
- Construction	239	-	2	-	-
Tertiaire	87	2	3	3	6
- Hôtellerie et restauration	87	2	2	-	2
- Activités financières	-	-	-	1	1
- Santé et action sociale	-	-	-	2	2
- Transport	-	-	1	-	1

Source : Direction Générale ONEMO-

Chapitre 8: STATISTIQUES DE L'ÉDUCATION

I. Présentation

Le système éducatif congolais est régi par la loi n° 25/95 du 17 novembre 1995. Les articles 2 et 3 de cette Loi stipulent : "Tout enfant vivant sur le territoire de la République du Congo a droit, sans distinction d'origine, de nationalité, de genre, de croyance, d'opinion ou de fortune à une éducation qui lui assure le plein développement de ses aptitudes intellectuelles, artistiques, morales et physiques ainsi que sa formation civique et professionnelle. La scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans pour tout enfant dans les conditions fixées à l'article 1."

L'enseignement est dispensé dans les établissements publics et privés. Les activités d'enseignement sont civiles. "L'enseignement dans les établissements publics et les établissements privés conventionnés respecte toutes les doctrines philosophiques et religieuses. Ils sont tenus de recevoir tous les élèves qui se présentent sans distinction d'origine, de nationalité, de genre, de croyance ou d'opinion. L'enseignement religieux ne peut pas être dispensé dans les établissements publics" (article 7).

La loi susmentionnée consacre en son article 8 la coexistence de deux composantes : le système éducatif formel et le système éducatif non formel.

Le système éducatif formel est structuré en quatre degrés dénommés comme suit :

1. ***l'éducation préscolaire*** : d'une durée de 3 ans, elle est assurée dans des centres d'éducation préscolaire ;
2. ***l'enseignement primaire*** : d'une durée de 6 ans, cet enseignement est assuré par des écoles primaires. La fin de ce cycle est sanctionnée par le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) ;
3. ***l'enseignement secondaire*** : il est assuré dans les établissements d'enseignement secondaire général, les établissements d'enseignement secondaire technique et les établissements d'enseignement professionnel. La formation dure entre 2 et 4 ans selon le cas. L'enseignement secondaire est subdivisé en deux (2) cycles :
 - *l'enseignement secondaire premier cycle* comprend les collèges d'enseignement général, les centres des métiers et les collèges d'enseignement technique ;
 - *l'enseignement secondaire deuxième cycle* comprend les lycées d'enseignement général, les lycées d'enseignement technique et les écoles secondaires de formation professionnelle.
4. ***l'enseignement supérieur*** : il est dispensé dans les Écoles, les Instituts et les Facultés de l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville et dans les institutions d'enseignement supérieur privées.

Selon la loi, le **système éducatif non formel** comprend deux volets : ***l'alphabétisation et l'éducation pour tous***. Le but principal de l'alphabétisation est d'assurer une instruction de

base à tout citoyen qui n'a pas pu bénéficier des actions éducatives du système scolaire formel. "L'alphabétisation de masse est organisée dans les centres ou les foyers d'alphabétisation" (article 51). "L'alphabétisation fonctionnelle est organisée dans les administrations et les entreprises" (article 52). Les administrations et les entreprises sont responsables de l'alphabétisation de leurs employés ainsi que de leur formation permanente. Les organisations non gouvernementales, les fondations et les associations peuvent contribuer à l'alphabétisation des populations. Le contrôle pédagogique, la confection des documents didactiques et la coordination des activités d'alphabétisation sont du ressort du ministère en charge de l'Éducation nationale.

Outre le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES), au Congo, la gestion du système éducatif est confiée au Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (METPFQE).

Le METPFQE comprend les structures d'enseignement et de formation suivantes :

- Les centres de formation qualifiante (centres de métiers, ateliers et CEFA) ;
- Les collèges d'enseignement technique ;
- Les lycées d'enseignement technique, professionnel et instituts ;
- Les écoles d'enseignement professionnel.

L'enseignement secondaire offre des formations générale et technique.

Le secondaire technique et la formation professionnelle regroupent, d'une part, des centres de métiers (où l'entrée se fait, pour deux ans, sur titre pour les titulaires du CEPE), d'autre part les collèges d'enseignement technique (où l'entrée se fait par orientation).

Ces collèges reçoivent aussi des élèves de niveau 5^{ème} du secondaire général, ainsi que les élèves provenant des centres de métiers, pour deux années sanctionnées par le brevet d'études techniques (BET). Par ailleurs, on y trouve les lycées d'enseignement technique (qui reçoivent les titulaires du BEPC ou du BET, pour trois années sanctionnées par le baccalauréat technique) et les écoles d'enseignement professionnel (qui reçoivent, à des degrés divers, les titulaires du BEPC, du BAC et des fonctionnaires en quête de perfectionnement selon leur spécialité, pour des formations de deux à quatre années).

La formation qualifiante vise à faire acquérir une qualification pratique pour exercer une activité dans un secteur professionnel ou artisanal.

La formation qualifiante est constituée de 2 niveaux :

1. Un premier niveau de qualification dans les spécialités sanctionnées par le certificat de qualification professionnelle (CQP), ouvert aux jeunes désireux d'avoir une qualification, d'ouvriers des entreprises et de maîtres artisans. La durée de formation pour son obtention est fixée à neuf (9) mois répartis ainsi qu'il suit : six (6) mois de formation théorique et pratique en alternance entre le centre de formation et l'entreprise et trois (3) mois de stage pratique en entreprise.
2. Un deuxième niveau sanctionné par un certificat d'aptitude professionnelle (CAP). La durée de formation pour son obtention est fixée de 3 mois à deux (2) ans .

La formation qualifiante se déroule dans les centres publics et privés en alternance entre ceux-ci et les entreprises.

La formation des instituteurs est assurée par les écoles normales qui recrutent sur concours les titulaires du baccalauréat pour une formation initiale de deux ans et les instituteurs adjoints pour un recyclage. Les écoles normales des instituteurs délivrent le certificat de fin d'études des écoles normales (CFEEN) aux instituteurs du primaire, du préscolaire et des arts ménagers.

Quant au Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES), il est opportun de relever que l'enseignement supérieur est le point culminant du système éducatif. Les études dans ce sous-secteur de l'enseignement se font dans les formations suivantes : académique, diplômante, professionnelle, professionnalisante, qualifiante et à la carte. Elles sont dispensées dans trois (3) cycles d'études qui sont :

1. premier cycle avec trois (3) niveaux d'études (licence 1, licence 2 et licence 3) sanctionné par le diplôme de licence ;
2. deuxième cycle ayant deux (2) niveaux d'études (master 1 et master 2) sanctionné par le diplôme de master ;
3. troisième cycle sanctionné par le diplôme de doctorat. Après le doctorat, certains établissements délivrent un diplôme de spécialisation³.

Dans certains établissements de l'enseignement supérieur, notamment à l'ENSP (pour le secteur public) et ESCIC (pour le secteur privé), la formation académique commence par une année préparatoire⁴.

L'enseignement supérieur délivre deux types de diplômes : les diplômes d'Etat et les diplômes d'établissements.

- ❖ Le diplôme d'Etat : est le baccalauréat
- ❖ Les diplômes d'établissements sont le brevet de technicien supérieur (BTS), la licence, le master et le doctorat ainsi que ceux délivrés par un établissement d'enseignement supérieur, quel que soit son statut, sous son propre sceau.

La langue d'enseignement dans le système éducatif congolais est le français. Le sous-secteur « Enseignement supérieur » compte le secteur public et le secteur privé. Le privé comprend le privé laïc et le privé confessionnel (catholique et protestant).

Les modalités de création, d'ouverture et de fonctionnement des établissements d'enseignement et de formations sont déterminées par le ministère de l'enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur est dispensé à l'Université Marien NGOUABI (UMNG), à l'Institut national du travail social (INTS), au Centre inter-États en santé publique de l'Afrique centrale (CIESPAC), au Centre de formation en informatique – Centre d'informatique, de recherche de l'armée et de la sécurité (CFI-CIRAS) et dans les établissements privés.

L'accès à l'enseignement supérieur dans les facultés est libre pour les titulaires du baccalauréat, à l'exception de la faculté de sciences de la santé. Par contre, l'accès aux écoles et instituts de l'UMNG et l'INTS ainsi qu'à certains établissements privés (UCAC-ICAM, ESCIC, CFI-CIRAS et ESCG-DGC formation) se fait par voie de concours.

Ainsi, dans le département de la Cuvette-Ouest le sous-secteur de l'enseignement supérieur est inexistant. Par ailleurs, les données statistiques contenues dans ce chapitre portent sur

³ Ne concerne que l'établissement FSSA

⁴ Pour l'ESCIC, elle intervient avant de s'inscrire en 1^{ère} année de licence cependant, pour l'ENSP avant la 1^{ère} année de Master

les sous-secteurs de l'enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation et de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante. Elles concernent essentiellement les caractéristiques de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire du premier cycle et de l'enseignement secondaire du deuxième cycle, ainsi que celles de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante.

Ce chapitre présente les statistiques des directions des études et de la planification (DEP) des ministères de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA) et ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (METPFQE), issues de leurs annuaires statistiques respectifs de l'année 2018.

II. Concepts et définitions⁵

Alphabétisation fonctionnelle: apprentissage des adultes analphabètes centré sur l'occupation de l'apprenant dans le cadre du travail, des activités productives et du service. Elle se fait en tenant compte des besoins des apprenants face à un problème.

Bloc administratif : Bâtiments ou locaux qui abritent l'administration dans un établissement scolaire.

Classe pédagogique : Effectif déterminé d'élèves jouissant des mêmes conditions d'apprentissage et qui prennent des cours dispensés par les mêmes enseignants, aux mêmes heures de cours, au même endroit, suivant une réglementation établie.

Cycle : Subdivision de l'enseignement en parties : le préscolaire, le primaire, le collège et le lycée.

Classe multigrade⁶ (ou **classe à multiples divisions**) : classe où le maître enseigne à plusieurs divisions de niveaux différents.

Secteur conventionné de type 1 : Regroupe les établissements d'enseignement ou de formation appartenant à des particuliers (ou confessions religieuses) dans lesquels l'État assure le contrôle administratif et pédagogique et prend en charge le personnel enseignant.

Secteur conventionné de type 2 : Regroupe les établissements d'enseignement ou de formation appartenant à des particuliers (ou confessions religieuses) dans lesquels l'État n'assure que le contrôle pédagogique et ne prend pas en charge le personnel enseignant.

Fonctionnaire : Agent de l'État régi par les statuts de la fonction publique qui cotise à la CRF.

Personnel administratif : Cadres et agents impliqués dans des tâches administratives, financières, matérielles et pédagogiques. Il s'agit du proviseur, directeur ou chef d'établissement, directeur des études, directeur de stage, surveillant général, chef des travaux, intendant, gestionnaire, secrétaire, etc.

⁵ Définitions et concepts tirés des Annuaires statistiques national 2014 (INS), MEPSA (2017-2018) et METPFQE (2018)

⁶ Définition obtenue sur Internet (Google)

Personnel de service : Agents chargés des tâches extra administratives comme chauffeurs, plantons, marmitons, techniciens de surface, gardiens etc.

Personnel enseignant : Cadres et agents chargés de dispenser les cours.

Autochtone : Élève d'origine pygmée.

Petite enfance : Tranche d'âge des enfants âgés de 0 à 3ans. Les établissements qui s'occupent de la petite enfance sont : les garderies, les crèches, les pouponnières, etc.

Rescolarisation : Cycle de rattrapage et de mise à niveau. La rescolarisation concerne les jeunes non scolarisés, les déscolarisés et les inadaptés scolaires ayant l'âge compris entre 8 et 17 ans révolus. Après encadrement, ces jeunes sont insérés dans le système formel, pour certains, et orientés dans les ateliers de formation professionnelle pour les autres.

Secteur privé : Regroupe les établissements qui n'appartiennent pas à l'État.

Secteur public : Regroupe les établissements d'enseignement ou de formation appartenant à l'État.

Effectif scolaire : nombre d'enfants ou d'élèves inscrits dans les cycles préscolaire, primaire et secondaire.

Enseignant actif : enseignant qui dispense effectivement les cours.

Ratio élèves/enseignant : nombre moyen d'élèves par enseignant.

Vacataire : Enseignant non permanent dont les prestations sont rémunérées en fonction du volume horaire effectué de travail.

Zone : Délimitation géographique d'implantation des établissements : urbaine et rurale.

III. Méthodologie

La collecte des données a consisté à un dépôt par les agents de collecte, des tableaux non remplis, auxquels la personne-source devait renseigner. Par la suite pourra intervenir l'exploitation des tableaux statistiques dûment remplis.

Les données statistiques disponibles ont été tirées de l'exploitation de l'annuaire statistique de la DEP/MEPSA. Ces données ont été issues d'un recensement scolaire réalisé en 2018 d'une part et d'autre part de l'exploitation des documents administratifs.

Ce recensement a été constitué de sept (7) étapes à savoir : (i) travaux préparatoires ; (ii) conception des documents techniques ; (iii) sensibilisation ; (iv) formation du personnel de collecte et collecte des données ; (v) exploitation des données ; (vi) élaboration de l'annuaire statistique et (vii) validation et diffusion.

Données manquantes : Ce chapitre n'a pas des données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : Le fait que les données statistiques soient issues d'un recensement avec une démarche méthodologique appropriée, et obéissant aux standards internationaux de production des statistiques. On peut ainsi dire que les données sont fiables.

Cohérence des données : Il s'est agi de vérifier les données existantes, collectées par les agents de collecte, avec celles contenues dans l'Annuaire statistique 2017/2018 de la DEP/MEPSA. Il ressort de cette activité de vérification, des incohérences considérables. Ainsi, pour la mise en œuvre des dimensions de la qualité, on a jugé nécessaire et opportun de ne prendre en considération que les données issues du recensement scolaire.

IV. Sources et documentation

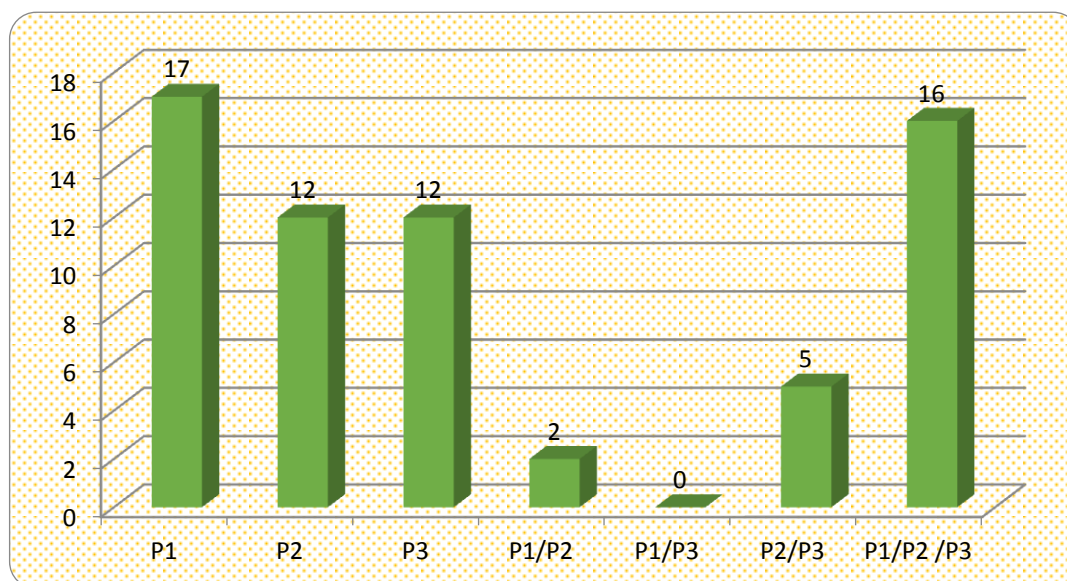
Sources	<ul style="list-style-type: none">– DEP du Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation– DEP du METPFQE
Documentation	<ul style="list-style-type: none">– Annares statistiques 2017-2018 de la DEP du Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation– Annares statistiques 2018 de la Direction des statistiques de la planification du METPFQE– Rapport d'activités– Documents administratifs

○ **Situation du personnel enseignant et administratif au CEP**

Tableau 8.04 : Effectifs du personnel évoluant dans les CEP par âge et le dernier diplôme professionnel obtenu selon le type en 2017/2018

	Enseignant actif	Personnel administratif	Ensemble Cuvette-Ouest
Ages	64	32	96
Moins de 20 ans	1	-	1
20-24 ans	18	5	23
25-29 ans	7	1	8
30-34 ans	23	7	30
35-39 ans	5	6	11
40-44 ans	6	2	8
45-49 ans	4	2	6
50-54 ans	-	3	3
55-59 ans	-	2	2
60-64 ans	-	2	2
65 ans et plus	-	2	2
Dernier diplôme professionnel	64	32	
CFEEN/ CFECN	3	5	8
BTS	1	-	1
BEP	10	-	10
CAPEL	-	3	3
CAP	-	1	1
BAC pédagogique	-	-	-
Aucun	50	23	73
Dernier diplôme académique	64	32	96
BTS	-	5	5
BAC	4	5	9
BEP	-	-	-
BEMT/ BET	48	11	59
BEMG/ BEPC	10	10	20
CEPE	2	1	3
SANS DIPLOME	-	-	-
Type et grade	64	32	96
Instituteur (trice) adjoint(e)	35	7	42
Instituteur/ institutrice	6	7	13
Autres	23	18	41
Type et statut	64	32	96
Fonctionnaire	24	5	29
Contractuel	-	0	-
Bénévole	26	7	33
Permanent	13	10	23
Autres	1	10	11

Source: DEP/ MEPSA

Graphique 3 : Effectif du personnel enseignant dans les CEP selon l'année d'étude en 2017/2018**Tableau 8.05 : Effectifs du personnel enseignant dans les CEP par nombre d'années dans la fonction et d'ancienneté en 2017/2018**

	Fonction	Ancienneté
Total Cuvette-Ouest	64	64
Moins 1 an	17	1
Un an	15	9
Deux ans	13	10
Trois ans	15	11
Plus de 3 ans	4	33

Source : DEP/MEPSA

○ Infrastructures aux CEP

Tableau 8.06: Principaux éléments caractéristiques des infrastructures dans les CEP en 2017/2018

Nombre de CEP selon la possession ou non du titre de propriété et le statut d'occupation du site/local												
Titre de propriété			Statut d'occupation									
Oui	Non	Total	Propriétaire	Locataire des locaux	Site d'emprunt	Ne sait pas		Total				
4	20	24	4	3	10	7 ^r		24				
Nombre de CEP selon la nature des infrastructures												
Nature des infrastructures												
Infrastructures propres		Infrastructures d'emprunt		Infrastructures partagés		Locataire		Total				
9		12		2		1		24				
Nombre de bâtiments, de salles de classe, de pièces du bloc administratif, d'ordinateurs et de logements réservés au personnel dans les CEP selon l'état												
Bâtiments		Salles de classe		Pièces du Bloc administratif		Ordinateurs		Logements réservés au personnel				
Total	Dont mauvais état	Total	Dont mauvais état	Total	Dont mauvais état	Total	Dont mauvais état	Total	Dont mauvais état			
46		36	2	19	-	8	2	4	-			
Nombre de classes pédagogiques dans les CEP												
Crèche/ Garderie	Préscolaire				Classes multigrades			Type de classes multigrades				Total des classes multigrades
	P1	P2	P3	Total	Oui	Non	Total	P1/P2	P1/P3	P2/P3	P1/P2/P3	
1	31	29	28	88	18	6	24	-	-	2	16	18

Source : DEP/MEPSA
r : donnée rectifiée

○ Mobilier dans les salles de classe et locaux administratifs au CEP

Tableau 8.07 : Répartition du mobilier dans les salles de classe et locaux administratifs de la petite enfance du préscolaire et de l'administration dans les CEP selon le type et l'état

	Petite enfance		Préscolaire		Administration	
Armoires	Total	1	Total	1	Total	2
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	1
Bureaux	Total	2	Total	11	Total	19
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	5
Chaises	Total	2	Total	13	Total	55
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	3
Chaisettes	Total	252	Total	569	Total	53
	dont ME	9	dont ME	49	dont ME	2
Couchettes /lits	Total	2	Total	4	Total	-
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	-
Étagères	Total	-	Total	2	Total	10
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	-
Fauteuils	Total	-	Total	-	Total	-
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	-
Placards	Total	-	Total	3	Total	-
	dont ME	-	dont ME	2	dont ME	-
Tableaux noirs	Total	10	Total	21	Total	-
	dont ME	3	dont ME	2	dont ME	-
Tableaux portatifs	Total	-	Total	-	Total	5
	dont ME	-	dont ME	-	dont ME	-
Tablettes	Total	57	Total	200	Total	1
	dont ME	-	dont ME	12	dont ME	-

Source : DEP/MEPSA

- Enseignement primaire
 - Population scolarisée

Tableau 8.08 : Effectifs des élèves inscrits au primaire par secteur et par nationalité selon l'année d'études et le genre en 2017/2018

	CP1		CP2		CE1		CE2		CM1		CM2		Total	
	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles	Total	Dont Filles
Total Cuvette-Ouest	4 200	2 038	2 934	1 425	3 941	1 830	2 758	1 284	2 265	1 043	1 672	739	17 770	8 359
Total secteur	4 200	2 038	2 934	1 425	3 941	1 830	2 758	1 284	2 265	1 043	1 672	739	17 770	8 359
Public	3 872	1 889	2 698	1 316	3 624	1 690	2 518	1 170	2 059	941	1 515	664	16 286	7 670
Privé	277	126	193	93	258	110	209	100	167	81	120	56	1 224	566
Conventionné de type 2	51	23	43	16	59	30	31	14	39	21	37	19	260	123
Nationalité étrangère	8	4	8	3	10	6	12	5	5	3	7	3	50	24

Source : DEP/MEPSA

Graphique 4 : Effectifs des élèves vulnérables au primaire par type de vulnérabilités en 2017/2018

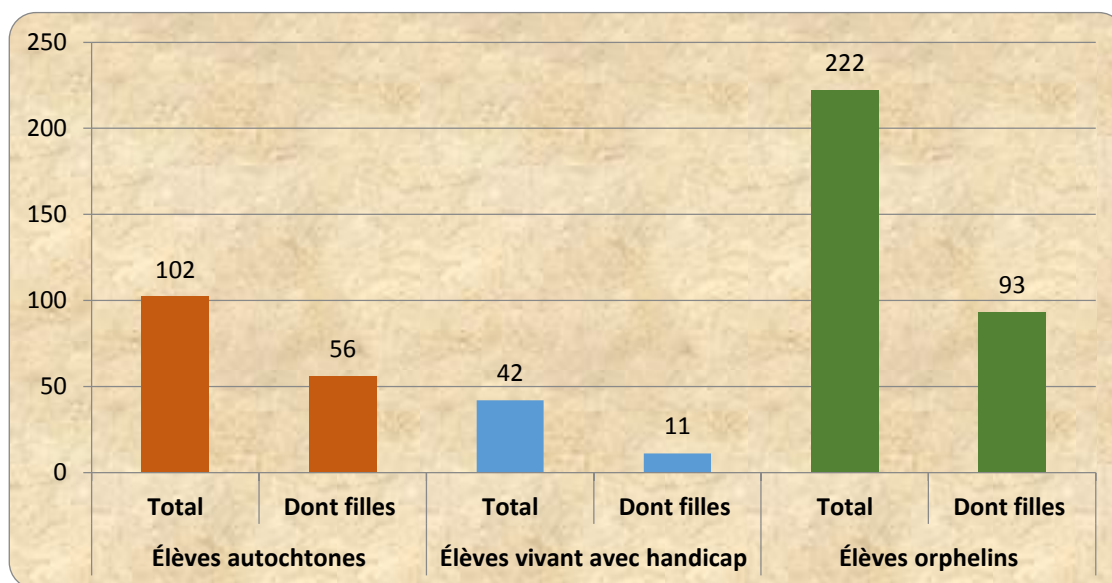


Tableau 8.09 : Effectifs des nouveaux entrants au CP1 au primaire par âge selon le genre en 2017/2018

	Total	Filles	Garçons
Moins de 5 ans	9	8	1
5 ans	237	123	114
6 ans	1715	836	879
7 ans	544	250	294
8 ans	101	59	42
9 ans	1	-	1
Plus de 9 ans	9	9	-
TOTAL	2616	1285	1331

Source : DEP/MEPSA

○ **Situation du personnel enseignant et administratif au primaire**

Tableau 8.10: Effectifs du personnel enseignant et administratif au primaire par âge en 2017/2018

	Enseignant actif	Personnel administratif	Ensemble Cuvette-Ouest
Ages	362	16	378
Moins de 20ans	1	-	1
20-24ans	12	-	12
25-29ans	40	-	40
30-34ans	35	1	36
35-39ans	103	2	105
40-44ans	83	6	89
45-49ans	44	1	45
50-54ans	23	1	24
55-59ans	14	1	15
60-64ans	6	2	8
Plus de 65ans	1	2	3

Source : DEP/MEPSA

Tableau 8.11: Effectifs du personnel enseignant au primaire selon le nombre d'années dans la fonction et l'ancienneté en 2017/2018

	Nombre d'années d'ancienneté	Nombre d'années d'ancienneté
Ages	362	362
Moins de 5 ans	311	165
5-9 ans	22	78
10-14 ans	20	69
15-19 ans	6	34
20-24 ans	3	11
25-29 ans	-	2
Plus de 30 ans	-	3
Moins de 5 ans	311	165

Source : DEP/MEPSA

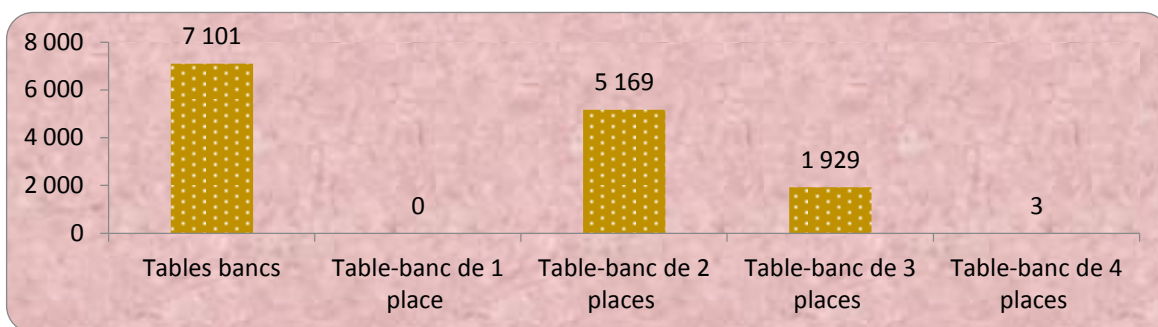
Tableau 8.12: Effectifs du personnel enseignant et administratif au primaire par diplômes académique et professionnel obtenus, par grade et par statut en 2017/2018

	Enseignant actif	Personnel administratif	Ensemble Cuvette-Ouest
Diplôme académique	362	16	378
Maitrise/Master	1	-	1
Licence	-	2	2
BAC	92	1	93
BEMG/BEPC	266	13	279
CEPE	2	-	2
Sans diplôme	1	-	1
Dernier diplôme professionnel	362	16	378
MASTER PROFESSIONNEL	-	-	
CFECN/CFEEN	241	13	254
BTS	-	-	
BEP	19	-	19
BEMT/BET	98	1	99
CAPEL	-	1	1
CAPES	-	1	1
BAC PEDAGOGIQUE	4	-	4
Selon le type et le grade	362	16	378
Instituteur	10	1	11
Instituteur adjoint	208	10	218
Instituteur principal	3	2	5
Autres	141	3	144
Selon le type et le statut	362	16	378
Fonctionnaire	140	11	151
Contractuel	38	1	39
Bénévole/Prestataire	176	-	176
Vacataire	-	-	
Permanent au privé	5	2	7
Autres	3	2	5

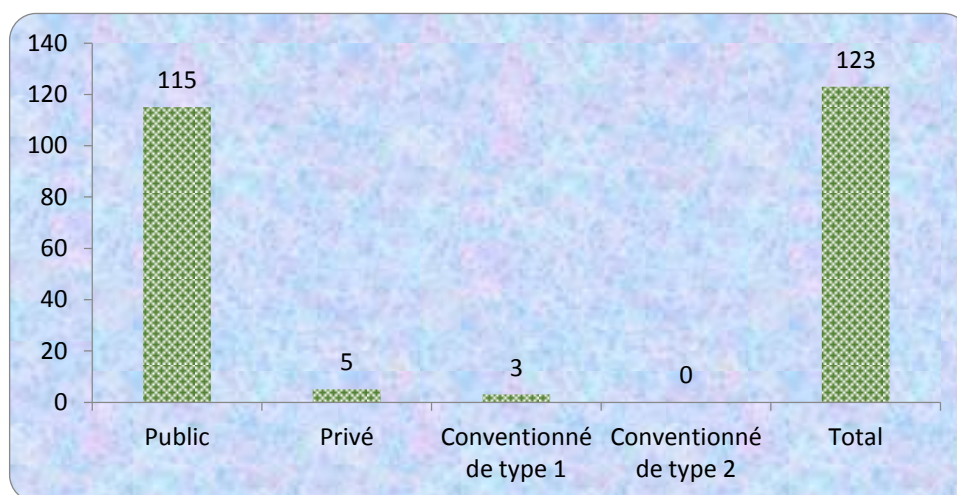
Source : DEP/MEPSA

○ Infrastructures au primaire

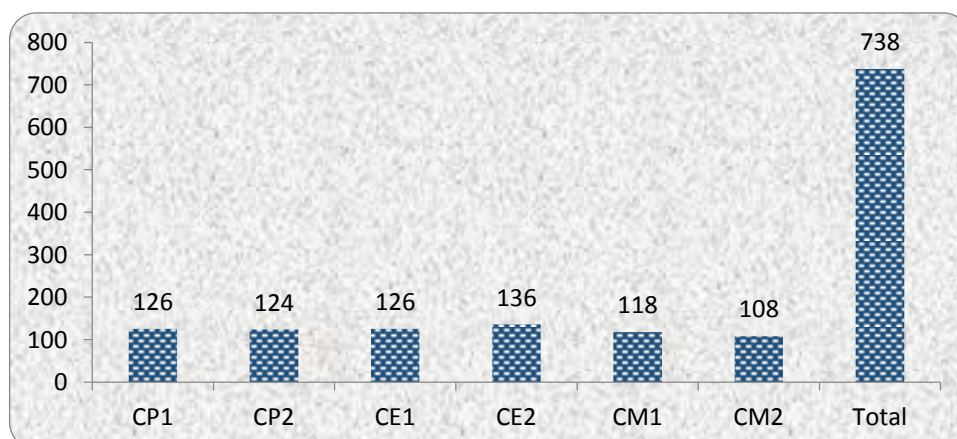
Graphique 5: Nombre de table-bancs au primaire en 2017/2018



Graphique 6 : Nombre d'écoles primaires selon le secteur en 2017/2018



Graphique 7 : Nombre de classes pédagogiques au primaire selon l'année d'études en 2017/2018



- **Mobilier dans les salles de classe et locaux administratifs au primaire**

Tableau 8.13: Situation des infrastructures et mobiliers scolaires au primaire en 2017/2018

	Nombre	Mauvais état
Types d'infrastructures		
- Bâtiments	337	...
- Salles de classe	404	39
- Pièces ou bloc administratif	212	27
Total table-bancs	7101	
- Table-bancs de 1 place	-	-
- Table-bancs de 2 places	5169	...
- Table-bancs de 3 places	1929	...
- Table-bancs de 4 places	3	...

Source: DEP/ MEPSA

- **Résultats aux examens d'État**

Tableau 8.14: Résultats au CEPE session de 2017 selon le genre

Inscrits		Présentés		Admis		% des admis	
Total	Dont filles	Total	Dont filles	Total	Dont filles	Total	Dont filles
1653	740	1610	719	1046	464	64,97	64,53

Source : DEP/MEPSA

○ **Situation du personnel enseignant et administratif au secondaire 1^{er} cycle**

Tableau 8.17: Effectifs du personnel enseignant et administratif au secondaire 1er cycle par âge en 2017/2018

	Enseignant actif	Personnel administratif	Ensemble Cuvette-Ouest
Age	166	46	2012
Moins de 20 ans	-	-	
20-24 ans	6	-	6
25-29 ans	16	-	16
30-34 ans	26	3	29
35-39 ans	40	5	45
40-44 ans	24	10	34
45-49 ans	21	7	28
50-54 ans	9	3	12
55-59 ans	22	17	39
60-64 ans	-	-	
65 ans ou +	2	1	3

Source : DEP/MEPSA

Graphique 9 : Effectif du personnel enseignant et administratif au secondaire 1er cycle selon l'âge en 2017/2018

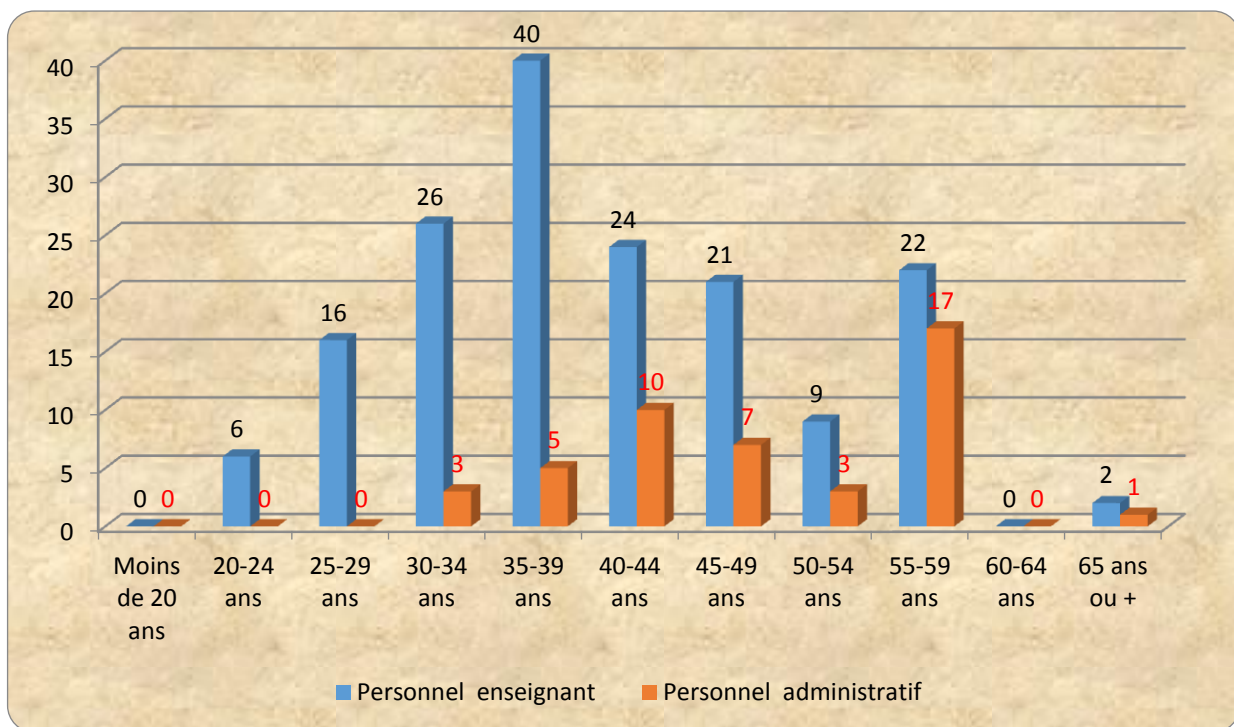


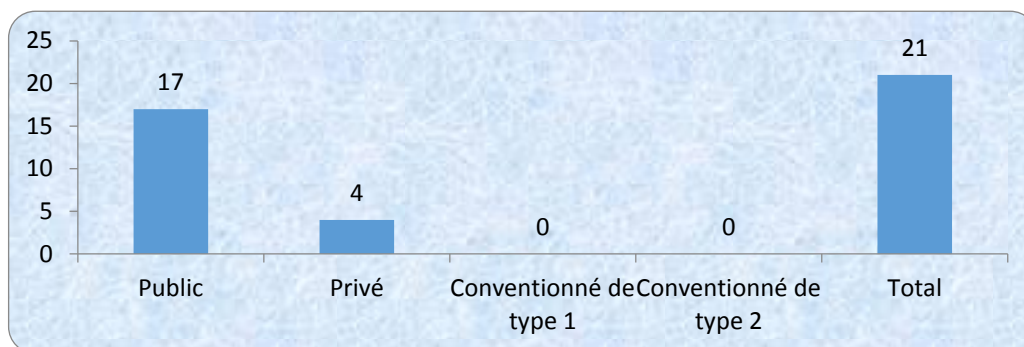
Tableau 8.18 : Effectifs du personnel enseignant et administratif au secondaire 1^{er} cycle par les diplômes obtenus le grade et par type de statut et type de grade en 2017/2018

	Enseignant actif	Personnel administratif	Ensemble Cuvette-Ouest
Diplôme académique	166	46	212
Maîtrise/ Master	4	-	4
Licence	24	1	25
BTS	-	-	-
BAC	76	9	85
BEP	-	-	-
BEMT/ BET	3	5	8
BEMG/ BEPC	59	31	90
Sans diplôme	-	-	-
Dernier diplôme pédagogique	166	46	212
CAPEL	9	-	9
CAPES	5	-	5
Maîtrise/Master en éducation	1	-	1
CAPCEG	24	2	26
Licence	13	39	52
CFECN/CFEEN	25	1	26
Aucun diplôme pédagogique	53	-	53
DMEPS	27	-	27
CAPAEPS	3	-	3
PTA	-	-	-
DEMA	4	-	4
BAC pédagogique	2	-	2
DCAF	-	4	4
Selon le type et le grade	166	46	212
Instituteur	-	37	37
Instituteur adjoint	-	3	3
PCEG	37	2	39
PCL	18	-	18
PCES.	5	-	5
Autres	75	4	79
Selon le type et le statut	166	46	212
Fonctionnaire	63	35	98
Contractuel	6	6	12
Bénévole/Prestataire	82	-	82
Vacataire	7	-	7
Permanent au privé	1	2	3
Autres	7	3	10

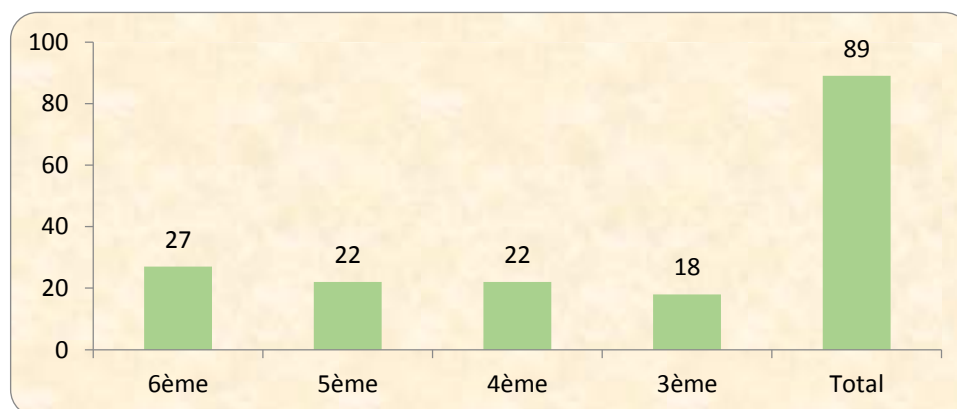
Source : DEP/MEPSA

○ **Infrastructures au secondaire 1^{er} cycle**

Graphique 10 : Nombre de CEG selon le secteur en 2017/2018



Graphique 11 : Nombre de classes pédagogiques dans les CEG en 2017/2018



○ **Mobilier dans les salles de classe et locaux administratifs au CEG**

Tableau 8.19 : Situation des infrastructures et mobiliers scolaires dans les CEG en 2017/2018

	Nombre	Mauvais état
Types d'infrastructures		
Bâtiments	-	-
Salles de classe	100	20
Pièces ou bloc administratif	68	11
Total table-bancs	1709	
Table-bancs de 1 place	-	-
Table-bancs de 2 places	1574	...
Table-bancs de 3 places	113	...
Table-bancs de 4 places	22	...

Source: DEP/ MEPSA

Graphique 12 : Nombre de nouveaux entrants en seconde dans les LEG au secondaire 2^{ième} cycle selon le genre en 2017/2018

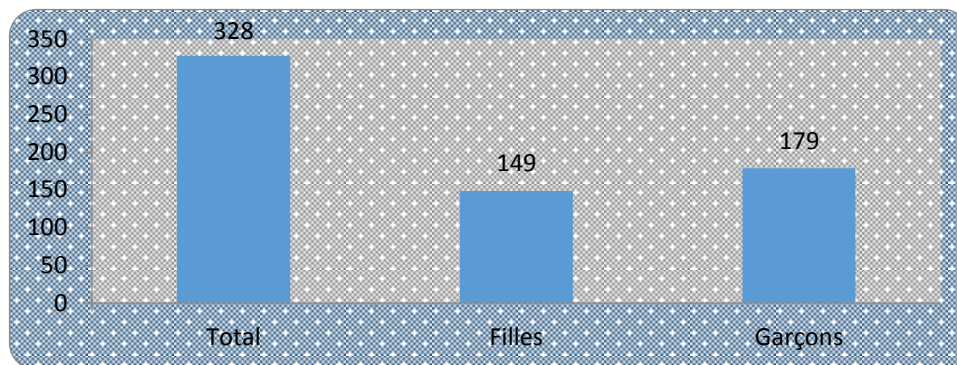


Tableau 8.23 : Répartition des élèves inscrits dans les LEG selon le type de vulnérabilité, l'année d'étude et le sexe

	Type de vulnérabilité							
	Seconde		Première		Terminale		Ensemble	
	Total	Dont filles	Total	Dont filles	Total	Dont filles	Total	Dont filles
Cuvette-Ouest	35	10					35	10
Autochtones	1	-	-	-	-	-	1	-
Vivant avec handicap	-	-	-	-	-	-	-	-
Orphelins	34	10	-	-	-	-	34	10

Source : DEP/MEPSA

○ Infrastructures au secondaire 2^{ième} cycle

Graphique 13 : Nombre de LEG selon le secteur en 2017/2018

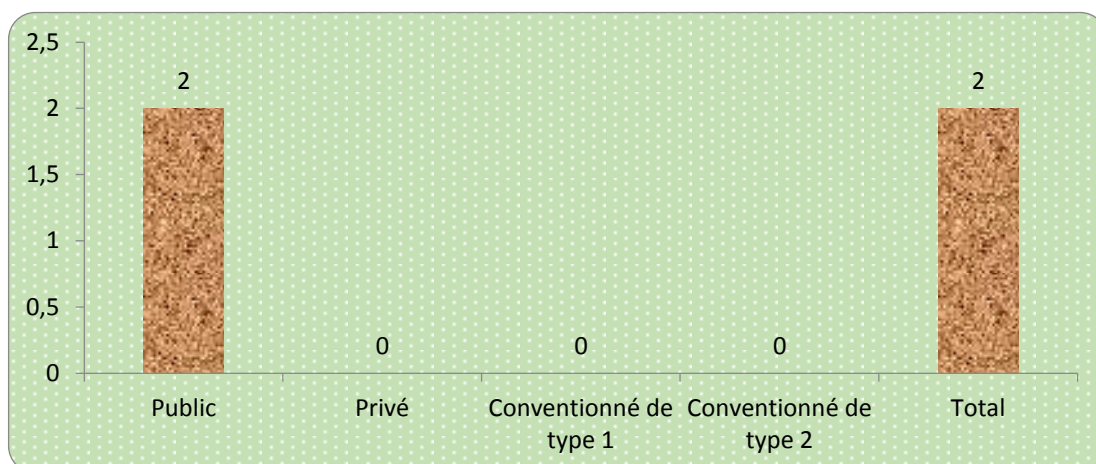


Tableau 8.25 : Situation des infrastructures, classes pédagogiques et mobiliers scolaires dans les LEG en 2017/2018

	Nombre	Mauvais état
Types d'infrastructures		
Bâtiments	19	-
Salles de classe	17	8
Pièces ou bloc administratif	10	-
Classes pédagogiques	22	
Seconde	8	
A	6	
C	2	
Première	8	
A	4	
C	2	
D	2	
Terminale	6	
A	3	
C	1	
D	2	
Total table-bancs	528	
Table-bancs de 1 place	-	...
Table-bancs de 2 places	528	...
Table-bancs de 3 places	-	...
Table-bancs de 4 places	-	...

Source: DEP/ MEPSA

○ Informations sur le personnel

Tableau 8.31 : Effectifs du personnel évoluant dans les Centres et Ateliers de formation qualifiante selon le statut en 2017/2018

	PUBLIC						PRIVE LAIC					
	Centres		Ateliers		Total		Centres		Ateliers		Total	
	Total	Dont F	Total	Dont F	Total	Dont F	Total	Dont F	Total	Dont F	Total	Dont F
Cuvette-Ouest	-	-	-	-	-	-	66	22	5	1	71	23
Animateurs
Personnel administratif

Source: DEP/ MEPSA

○ Infrastructures des centres et ateliers de formation qualifiante

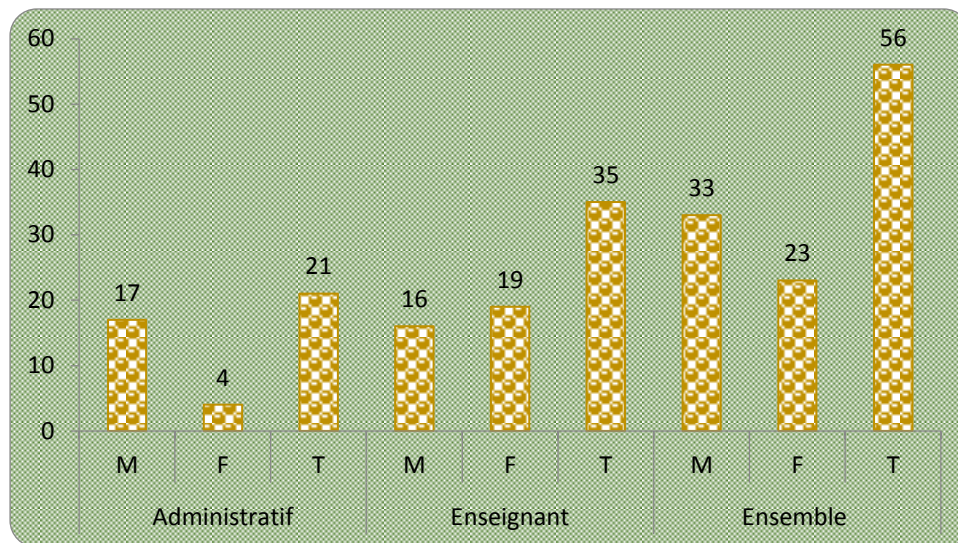
Tableau 8.32 : Situation des structures agréés ou non, accueillant les apprenants vulnérables et étrangers en 2017/2018

	Centres	Ateliers
Structure disposant d'un agrément	2	5
- Oui	2	5
- Non	2	26
Structure accueillant les apprenants vulnérables	5	26
- Autochtones	1	5
- Fille-mères	-	5
- Orphelins	2	10
- Personnes vivant avec handicap moteur	2	4
- Personnes vivant avec handicap sensoriel	-	2
Structure accueillant les apprenants étrangers	3	2

Source: DEP/ MEPSA

○ Informations sur le personnel

Graphique 17 : Effectifs du personnel enseignant et administratif évoluant dans les CET selon le genre en 2017/2018

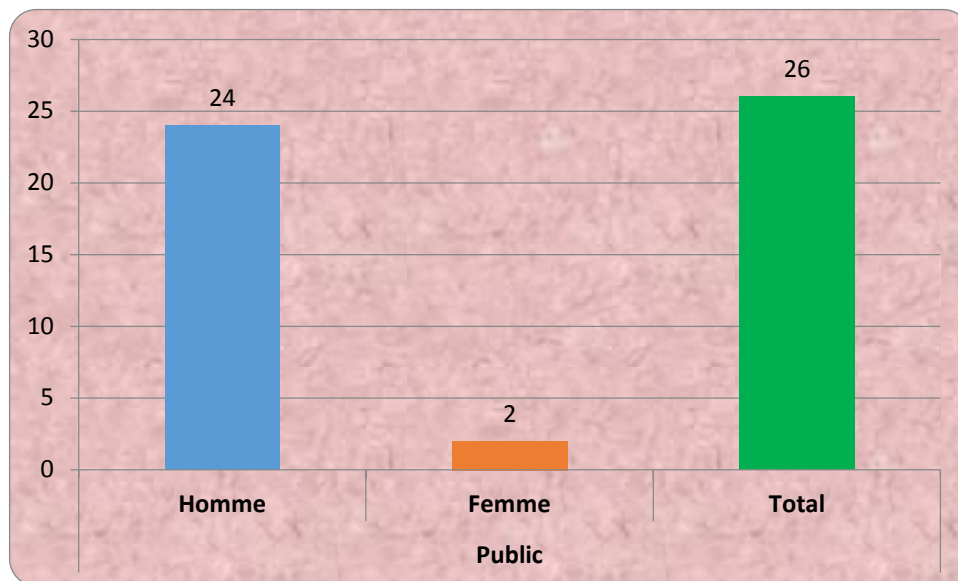


○ Infrastructures des collèges

Tableau 8.35 : Situation des infrastructures et mobiliers scolaires dans les CET en 2017/2018

	Nombre	Mauvais état
Types de CET	3	
CETI	-	
CETM	-	
CETA	2	
CETF	1	
CETC	-	
Classes pédagogiques	12	
1 ^{ière} année	6	
2 ^{ième} année	6	
3 ^{ième} année	-	
4 ^{ième} année	-	
Types d'infrastructures		
- Salles de classes	15	...
Total table-bancs	373	
- Table-bancs de 1 place	82	...
- Table-bancs de 2 places	87	...
- Table-bancs de 3 places	204	...
- Table-bancs de 4 places	-	-

Source: DEP/ MEPSA

Graphique 18 : Répartition du personnel du lycée public selon le genre

○ **Infrastructures au LEPA**

Tableau 8.39 : Situation des infrastructures et mobiliers scolaires au LEPA en 2017/2018

	Nombre	Mauvais état
Type de LET	1	
LEPA	1	
Classes pédagogiques	6	
Seconde	2	
Première	2	
Terminale	2	
Types d'infrastructures		
Salles de classes	8	-
Bloc administratif	1	-
Total table-bancs		-
Table-bancs de 1 place	-	-
Table-bancs de 2 places	-	-
Table-bancs de 3 places	150	-
Table-bancs de 4 places	-	-

Source: DEP/ MEPSA

○ **Résultats au Baccalauréat technique, session de 2017**

Tableau 8.40 : Inscrits, Présents et admis selon le type de candidat

Inscrits			Présents			Admis		
Candidats officiels	Candidats libres	Total	Candidats officiels	Candidats libres	Total	Candidats officiels	Candidats libres	Total
67	71	138	67	71	138	62	54	116
Taux d'admission						44,92%	39,13%	84,05%

Source : METPFQE/DDI /INS

Chapitre 9 : STATISTIQUES DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

I. Présentation

Les données statistiques de ce chapitre portent sur les lieux culturels publics, les groupes artistiques ainsi que les organes de presse audiovisuelle et écrites par secteur.

II. Concepts et définitions⁷

Centre culturel: lieu où l'on vient se ressourcer en matière de lecture ou d'animation culturelle ;

Bibliothèque : lieu où l'on vient faire la connaissance approfondie et la recherche de certains éléments par livre ;

Site historique : partie déterminée d'une région (d'un département) qui représente un caractère particulier du point de vue de l'histoire ;

Site naturel : partie déterminée d'une région (d'un département) qui représente un caractère particulier du point de vue de l'environnement ;

Musée : lieu où sont conservées et exposées des collections à valeur artistique, abondant en vestiges du passé ;

Ballet : troupe de danseurs réunis autour d'une composition chorégraphique

III. Méthodologie

Le personnel de la DDSTAT a procédé au dépôt des maquettes de collecte auprès des services des directions départementales des arts et lettres ; du livre et de la culture publique ; du patrimoine et des archives du département de la Cuvette-Ouest.

Au niveau des points focaux, le personnel administratif a dépouillé et exploité les rapports d'activités annuels pour renseigner les tableaux de collecte.

Données manquantes : ce chapitre n'a pas enregistré des données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : le fait que les données ont été fournies par des sources officielles et qu'elles soient exploitées par des méthodes statistiques appropriées, on peut dire que ces statistiques sont exactes et fiables.

Cohérence des données : le jumelage de ces données avec celles de l'Annuaire statistique 2014 de l'INS montre que les statistiques collectées sont cohérentes. Cependant ces données manquent de pertinence.

⁷ Définitions tirées dans l'Annuaire statistique national 2014 (INS)

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de la culture et des arts
Documentation	Rapports d'activités annuels

❖ Culture

Tableau 9.1 : Évolution du nombre de lieux culturels de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Centre culturel	-	-	-	-	-
Bibliothèque	2	2	2	2	2
Site	14	14	14	14	14
- archéologique	-	-	-	-	-
- historique	2	2	2	2	2
- naturel	12	12	12	12	12
Monument	2	2	2	2	2
- archéologique	-	-	-	-	-
- historique	2	2	2	2	2
- artistique	-	-	-	-	-
Musée	-	-	-	-	-
Ensemble Cuvette-Ouest	18	18	18	18	18

Sources : Directions départementales : du patrimoine et des archives ; du livre et de la culture publique des arts et lettres de la Cuvette-ouest

Tableau 9.2 : Évolution des groupes artistiques par type de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Tradi-moderne	6	5	5	5	5
Théâtral	5	5	5	5	5
Orchestre	-	-	-	-	-
Vocal	-	-	-	-	-
Ballet	-	-	-	-	-
Chorale	13	13	13	13	13
Traditionnel	103	103	103	103	103
Ensemble Cuvette-Ouest	127	126	126	126	126

Source : Direction départementale des arts et des lettres de la Cuvette-ouest

Tableau 9.3 : Répartition des groupes artistiques selon la commune et le district en 2014

	Commune d'Ewo	Ewo	Kellé	Mbomo	Okoyo	Etoumbi	Mbama	Total
Tradi-moderne	-	3	-	2	-	1	-	6
Théâtral	-	3	-	-	2	-	-	5
Orchestre	-	-	-	-	-	-	-	-
Vocal	-	-	-	-	-	-	-	-
Ballet	-	-	-	-	-	-	-	-
Chorale	-	6	-	1	3	1	2	13
Traditionnel	-	21	8	7	49	12	6	103
Ensemble Cuvette-Ouest	-	33	8	10	54	13	8	127

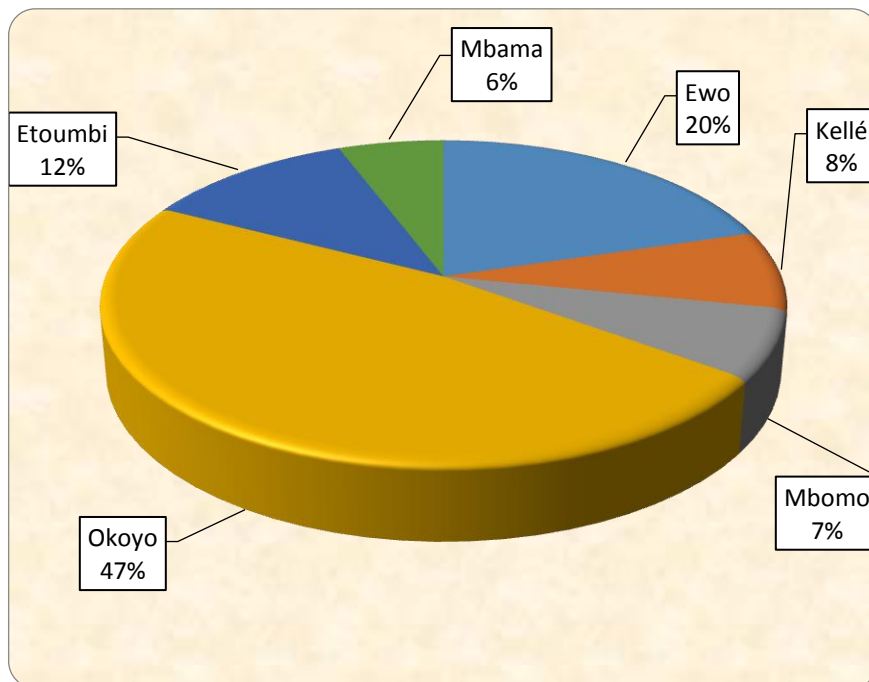
Source : Direction départementale des arts et des lettres de la Cuvette-ouest

Tableau 9.4 : Répartition des groupes artistiques selon la commune et le district en 2018

	Commune Ewo	Ewo	Kellé	Mbomo	Okoyo	Etoumbi	Mbama	Total
Tradi-moderne	-	3	-	2	-	-	-	5
Théâtral	-	3	-	-	2	-	-	5
Orchestre	-	-	-	-	-	-	-	-
Vocal	-	-	-	-	-	-	-	-
Ballet	-	-	-	-	-	-	-	-
Chorale	-	6	-	1	3	1	2	13
Traditionnel	-	21	8	7	49	12	6	103
Ensemble Cuvette-Ouest	-	33	8	10	54	13	8	126

Source : Direction départementale des arts et des lettres de la Cuvette-ouest

Graphique 19 : Représentativité des groupes traditionnels par district en 2018



❖ Communication

- Audiovisuel et presse écrite

Tableau 9.5 : Audiovisuel et Presse écrite de 2014 à 2018 par secteur

	Unités	2014	2015	2016	2017	2018
ETAT						
- Radiodiffusion	chaîne	1	1	1	-	-
- Télévision	chaîne	-	-	-	-	-
PRIVE						
- Radiodiffusion	chaîne	-	-	1	1	1
- Télévision	chaîne	-	-	-	-	-

Source : Direction départementale de la communication et de l'information

Chapitre 10 : STATISTIQUES DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES

I. Présentation

La carte sanitaire du département est subdivisée en deux (02) districts sanitaires : le District Sanitaire d'Ewo et le District Sanitaire d'Etoumbi.

Le District Sanitaire d'Ewo comprend les districts administratifs d'Ewo, d'Okoyo et le district de Mbama ;

Le District Sanitaire d'Etoumbi comprend les districts administratifs d'Etoumbi, de Kellé et le district de Mbomo.

Le secteur Affaires sociales du département est subdivisé en six (06) Circonscriptions d'action sociale (CAS) :

Chaque district représente une circonscription d'action sociale.

Les données statistiques de ce chapitre portent essentiellement sur les rubriques suivantes:

- ✓ formations sanitaires du secteur public ;
- ✓ activités curatives ;
- ✓ formations sanitaires du secteur privé ;
- ✓ personnel de santé du secteur public ;
- ✓ vaccinations pratiquées ;
- ✓ cas des maladies dépistés ;
- ✓ pathologies observées ;
- ✓ personnes vivant avec handicap.

II. Concepts et définitions⁸

Hôpital de base ou Hôpital de première Référence (H1R) : premier niveau de référence pour la Circonscription Socio Sanitaire (CSS) où il est implanté. Il comprend le service administratif, quatre services techniques (chirurgie et gynéco-obstétrique, pédiatrie, médecine et maternité), les services d'appui (laboratoire, imagerie, pharmacie) et le service du triage (accueil). Il réfère à l'hôpital général (H2R) ;

District Sanitaire (DS) : zone géographique disposant d'un hôpital de référence et d'un réseau de centres de santé intégrés.

Centre de Santé Intégré à Paquet Minimum d'Activités Elargi (CSI PMAE) : structure de santé qui délivre un paquet minimum d'activités élargi aux accouchements, aux activités d'hospitalisation, de chirurgie... où la durée d'hospitalisation n'excède pas 5 jours. Il réfère à l'hôpital de référence du DS (H1R).

Centre de Santé Intégré à Paquet Minimum d'Activités Standard (CSI PMAS) : structure de santé qui délivre en priorité à la population de l'aire de santé un paquet minimum

⁸ Définitions tirées dans l'Annuaire statistique national 2014 (INS)

d'activités standard composé des soins ambulatoires préventifs, promotionnels et curatifs suivants :

- vaccination ;
- suivi de la femme enceinte ;
- planification familiale ;
- information, éducation et communication ;
- soins curatifs ambulatoires ;
- suivi des maladies chroniques.

Il réfère au CSI PMAE ou à l'H1R.

Poste de santé : structure de premier contact située généralement en milieu rural d'accès difficile, qui délivre des soins ambulatoires. Il réfère au CSI PMAS.

Nouveau cas de tuberculose : cas d'un malade qui n'a jamais reçu un traitement antituberculeux ou ayant reçu un traitement antituberculeux depuis moins d'un mois.

Rechute : cas d'un malade qui a reçu dans le passé un traitement pour une tuberculose, qui a été déclaré "guéri" ou "traitement terminé" et chez qui on vient de reconnaître une tuberculose pulmonaire à frottis positif. Les rechutes "négatifs" sont très rares.

Reprise évolutive : cas d'un malade avec un diagnostic bactériologique qui reprend le traitement après une interruption de deux (2) mois ou plus.

Échec : cas d'un malade qui, après au moins cinq (5) mois de traitement bien conduit, présente un frottis positif.

III. Méthodologie

Au niveau de la DDSTAT

Le personnel de collecte a obtenu les statistiques de santé par dépôt des maquettes de collecte à la direction départementale de la santé, aux districts sanitaires et aux CSI et par exploitation des annuaires statistiques de santé 2014, 2015, 2016 et 2017-2018.

Au niveau de l'Administration de santé

Pour les données des annuaires de santé 2014, 2015 et 2016

Pour renseigner les maquettes de tableaux, l'Administration de santé a retenu deux méthodes de collecte de données : l'interview directe avec le gestionnaire de données du district sanitaire ou le responsable de service pour les hôpitaux, en qualité de facilitateur et l'exploitation des sources administratives (rapports d'activités, rapports SNIS, etc...).

De la collecte des données

L'ensemble des superviseurs ont été déployés sur le terrain le 23 juillet 2017 et la collecte des données a commencé le lundi 25 juillet à Brazzaville. Dans les autres départements, la collecte a débuté avec un ou deux jours de retard à cause non seulement des délais de voyage mais également, à cause des agents enquêteurs qu'il fallait d'abord recruter et former avant de les déployer dans les districts sanitaires.

Pendant neuf (09) jours les superviseurs et enquêteurs ont visité les districts sanitaires, les hôpitaux de base et les hôpitaux généraux pour administrer leurs questionnaires. La collecte des données a été bouclée le 04 août 2017. Cependant, selon les difficultés rencontrées sur le terrain, certains superviseurs ont prolongé leur mission de deux à trois jours dans leurs zones d'affectation.

Au total, 43 districts sanitaires, 24 hôpitaux de base et 5 hôpitaux généraux ont été enquêtés pour un total de 74 questionnaires remplis partiellement ou complètement et contrôlés par les superviseurs.

Toutefois en complément des données, les registres de consultations des CSI et/ou services ont été également exploités.

Pour les données de l'annuaire de santé 2017-2018

De la collecte des données

La principale source des données est le bigiciel. A défaut, l'agent enquêteur exploitera le rapport du district sanitaire tiré du bigiciel. S'appuyant sur l'expérience de la dernière campagne, la méthode de collecte retenue reste l'exploitation des sources précitées, complétée éventuellement ou le cas échéant, par une interview directe avec le responsable de la structure. L'exploitation des différents registres et tableaux de bord de la structure est également recommandée pour minimiser les données manquantes.

La collecte des données s'est faite au moyen des tablettes utilisant les formulaires configurés à base de l'application DHIS2 sur l'ensemble du territoire, notamment dans les districts sanitaires fonctionnels et les hôpitaux de base ainsi que dans les hôpitaux généraux du pays.

Du traitement des données

Après la collecte des données sur le terrain, le traitement a consisté à la production des tableaux bruts et l'apurement des données.

De l'analyse des données

Elle correspondait à calculer les indicateurs ou les chiffres globaux à différents niveaux (national, départemental et district sanitaire) et de les présenter dans un fichier Excel sous une forme qui soit facilement compréhensible par tous les utilisateurs. Ce qui a permis de rendre disponible un rapport préliminaire de l'annuaire des statistiques sanitaires 2017 et 2018.

Quant aux statistiques sur la vaccination, un fichier électronique du PEV-Brazzaville a été exploité par le personnel de la DDSTAT de Brazzaville. De cette exploitation sont issus les tableaux ainsi présentés.

Données manquantes : Il y a eu des données manquantes lors de la collecte, cependant ces données n'étant pas cohérentes avec celles publiées dans les annuaires statistiques de santé 2014, 2015, 2016 et 2017-2018, elles ont été partiellement remplacées par celles de l'annuaire. Nous pouvons donc dire que ce chapitre ne connaît pas de données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données :

Le fait que les données statistiques soient issues des annuaires statistiques élaborés avec une méthodologie appropriée, et obéissant aux standards internationaux de production des statistiques, on peut ainsi dire que ces données sont fiables.

Cohérence des données : Il s'est agi de comparer les données collectées avec celles des annuaires statistiques de santé 2014, 2015, 2016 et 2017-2018.

Il s'est avéré de cette comparaison que certaines données collectées n'ont pas été cohérentes avec celles des annuaires. De ce fait, pour la mise en œuvre des dimensions de la qualité, ces données collectées ont finalement été mises en grande partie à l'écart au profit de celles contenues dans les annuaires statistiques.

IV. Source et documentation

Sources	Direction départementale de la santé
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports d'activités – Rapports SNIS – Fichier électronique du PEV-Brazzaville – Annuaires statistiques de santé 2014, 2015 et 2016

❖ Santé

• Formations sanitaires du secteur public

Tableau 10.01: Nombre d'établissements de santé du secteur public par type de 2014 à 2018

	2014 ^α	2015 ^α	2016 ^α	2017 ^β	2018 ^β
Dispensaires/poste de santé	36	26	1	34	35
CSI à PMAS	12	1	12	12	13
CSI à PMAE type 1	5	12	3	1	2
CSI à PMAE type 2	-	3	-	3	2
CSS	4	-	-	-	-
Léproseries	-	-	-	-	-
CDAV	-	5	1	-	-
CPS	-	5	5	-	541
CAT	-	1	5	-	-
CTA	-	-	1	-	1
CDV	-	-	-	-	-
Centre de rééducation fonctionnelle	-	-	-	-	-
CAS	-	6	6	6	6
HR ou HB	-	2	2	3	4
Crèches	-	-	-	-	-
Laboratoires publics	-	-	-	3	3
PTS	-	3	3	3	2
UPCVS	-	-	-	-	-
Dispensaires	1	26	26	-	-
Hôpital	1	1
Cabinets Dentaires	-	-
CMT	-	-
CMS	1	1
CSI	-	-
Cabinets Médicaux	1	1
Cabinets de Kinésithérapie	-	-
Cliniques	-	-
Dépôts pharmaceutiques	20	10
Pharmacies	-	-
Garderies	-	-
Officines pharmaceutiques	-	-
Laboratoires privés	-	-

Sources : *Annuaire statistique de santé 2014, 2015, 2016 et 2017-2018*^α : données issues des annuaires statistiques de santé 2014, 2015 et 2016^β : données issues de l'annuaire statistique de santé 2017-2018

Tableau 10.02: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2014

	Dispensaires/poste de santé	CSI à PMAS	CSI à PMAE type 1	CSI à PMAE type 2	Centre de santé scolaire	Léproseries	Centre de Traitement Ambulatoire	Centre Anti Tuberculeux	Centre de Dépistage Anonyme et Volontaire	Centre de Dépistage Volontaire	Centre de rééducation fonctionnelle	Hôpitaux de référence ou de district ou encore de base	Laboratoires publics	Poste de transfusion sanguine	Unité de violences sexuelles	CPS	CAS	Crèches	Dispensaires/poste de santé	Total
DS Ewo	24	9	2	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	37
DS Etoumbi	12	3	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
Total Cuvette-Ouest	36	12	5	-	4	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	58

Source : Annuaire statistique de santé 2014

Tableau 10.03: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2015

	Dispensaires/poste de santé	CSI à PMAS	CSI à PMAE type 1	CSI à PMAE type 2	Centre de santé scolaire	Léproseries	Centre de Traitement Ambulatoire	Centre Anti Tuberculeux	Centre de Dépistage Anonyme et Volontaire	Centre de Dépistage Volontaire	Centre de rééducation fonctionnelle	Hôpitaux de référence ou de district ou encore de base	Laboratoires publics	Poste de transfusion sanguine	Unité de violences sexuelles	CPS	CAS	Crèches	Dispensaires/poste de santé	Total
DS Ewo	18	1	9	1	-	-	-	1	3	-	-	1	-	1	-	-	3	-	18	56
DS Etoumbi	8	-	3	2	-	-	-	-	2	-	-	1	-	2	-	5	3	-	8	34
Total Cuvette-Ouest	26	1	12	3	-	-	-	1	5	-	-	2	-	3	-	5	6	-	26	90

Source : Annuaire statistique de santé 2015

Tableau 10.06: Répartition des établissements de santé du secteur public par district sanitaire selon le type en 2018

	Dispensaires/poste de santé	CSI à PMAS	CSI à PMAE type 1	CSI à PMAE type 2	CSS	Léproseries	CDAV	CPS	CAT	CTA	CDV	Centre de rééducation fonctionnelle	CAS	HR ou HB	Crèches	Laboratoires publics	PTS	UPCVS	Dispensaires	Hôpital	Cabinets Dentaires	CMT	CMS	CSI	Cabinets Médicaux	Cabinets de Kinésithérapie	Cliniques	Dépôts pharmaceutiques	Pharmacies	Garderies	Officines pharmaceutiques	Laboratoires privés	Total	
DS Ewo	23	9	1	1	-	-	-	340	-	1	-	-	3	3	-	1	2	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	396
DS Etoumbi	12	4	1	1	-	-	-	201	-	-	-	-	3	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	226
Total Cuvette-Ouest	35	13	2	2	-	-	-	541	-	1	-	-	6	4	-	3	2	-	-	1	-	-	1	-	1	-	10	-	-	-	-	-	622	

Source : Annuaire statistique de santé 2017-2018

Tableau 10.07: Nombre de lits fonctionnels par type d'établissement de santé du secteur public de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Hôpitaux de référence	79	79	79	79	79
CSI à PMAE	80	80	80	80	80

Source : Direction départementale de la santé

Tableau 10.08 : Nombre de lits fonctionnels dans les hôpitaux de référence du secteur public de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Ewo	43	43	43	43	43
Etoumbi	36	36	36	36	36
Total Cuvette-Ouest	79	79	79	79	79

Source : Direction départementale de la santé

Tableau 10.09: Nombre de lits fonctionnels par service à l'hôpital de référence d'Ewo de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Anesthésie	-	-	-	-	-
Cancérologie	-	-	-	-	-
Cardiologie	-	-	-	-	-
Chirurgie	15	15	15	15	15
Stomatologie	-	-	-	-	-
Dermatologie	-	-	-	-	-
Gynécologie	4	4	4	4	4
Imagerie	-	-	-	-	-
Maternité	4	4	4	4	4
Médecine	9	9	9	9	9
Ophtalmologie	-	-	-	-	-
ORL	-	-	-	-	-
Pédiatrie	8	8	8	8	8
Rhumatologie	-	-	-	-	-
Stomatologie	-	-	-	-	-
Urgences	3	3	3	3	3
Urologie	-	-	-	-	-
Total Cuvette-Ouest	43	43	43	43	43

Source : Hôpital de référence d'Ewo

Tableau 10.10: Nombre de lits fonctionnels par service à l'hôpital de référence d'Etoumbi de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Anesthésie	-	-	-	-	-
Cancérologie	-	-	-	-	-
Cardiologie	-	-	-	-	-
Chirurgie	4	4	4	4	4
Stomatologie	-	-	-	-	-
Dermatologie	-	-	-	-	-
Gynécologie	2	2	2	2	2
Imagerie	-	-	-	-	-
Maternité	10	10	10	10	10
Médecine	10	10	10	10	10
Ophthalmologie	-	-	-	-	-
ORL	-	-	-	-	-
Pédiatrie	10	10	10	10	10
Rhumatologie	-	-	-	-	-
Stomatologie	-	-	-	-	-
Urgences	-	-	-	-	-
Urologie	-	-	-	-	-
Total Cuvette-Ouest	36	36	36	36	36

Source : Hôpital de référence d'Etoumbi

Tableau 10.11: Nombre de lits fonctionnels par CSI à PMAE du secteur public de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
CSI PMAE Mbama	10	10	10	10	10
CSI PMAE Okoyo	47	47	47	47	47
CSI PMAE Mbomo	13	13	13	13	13
CSI PMAE Kellé	10	10	10	10	10
Total Cuvette-Ouest	80	80	80	80	80

Source : Direction départementale de la santé de la Cuvette-ouest

- **Activités curatives**

Tableau 10.12: Nombre de malades reçus par service à l'hôpital de référence d'Ewo de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Anesthésie		49	95	25	9
Cancérologie	-	-	-	-	-
Cardiologie	-	-	-	-	-
Chirurgie	85	95	68	59	19
Stomatologie	20	30	15	40	45
Dermatologie	-	-	-	-	-
Gynécologie	207	201	198	95	105
Imagerie	-	-	-	-	-
Maternité	135	145	98	95	101
Médecine	127	135	129	134	140
Ophtalmologie	-	-	-	-	-
ORL	-	-	-	15	18
Pédiatrie	204	99	76	79	154
Rhumatologie	-	-	-	-	-
Stomatologie	-	-	-	-	-
Urgences	45	34	39	28	45
Urologie	-	-	-	-	-
Total Cuvette-Ouest	827	788	718	570	636

Source : Hôpital de référence d'Ewo

Tableau 10.18 : Répartition des établissements de santé du secteur privé par district sanitaire selon le type en 2017

	Cliniques	Centre médico-social	Centre de sante à PMAS	Centre de santé à PMAE	Cabinets Médicaux	Cabinet Dentaires	Cabinets de Soins Infirmiers	Cabinet de Kinésithérapie	Centre de Médecine Traditionnelle	Officines pharmaceutiques	Pharmacies	Dépôts pharmaceutiques	Laboratoires privés	Garderies	Total
DS Ewo	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	9	-	-	12
DS Etoumbi	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	11	-	-	14
Total Cuvette-Ouest	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4	20	-	-	26

Source : Direction départementale de la santé de la Cuvette-ouest

Tableau 10.19 : Répartition des établissements de santé du secteur privé par district sanitaire selon le type en 2018

	Cliniques	Centre médico-social	Centre de sante à PMAS	Centre de santé à PMAE	Cabinets Médicaux	Cabinet Dentaires	Cabinets de Soins Infirmiers	Cabinet de Kinésithérapie	Centre de Médecine Traditionnelle	Officines pharmaceutiques	Pharmacies	Dépôts pharmaceutiques	Laboratoires privés	Garderies	Total
DS Ewo	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	9	-	-	12
DS Etoumbi	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	11	-	-	14
Total Cuvette-Ouest	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4	20	-	-	26

Source : Direction départementale de la santé de la Cuvette-ouest

• **Cas des maladies dépistées**

Tableau 10.34 : Évolution de cas de tuberculose dépistés par type dans le district sanitaire d'EWO de 2014 à 2018

		2014	2015	2016	2017	2018
Cas TB toutes Formes		32	26	29	28	33
Forme pulmonaire bactériologique	Nouveaux cas	24	12	22	18	17
	Rechute	1	3	2	-	1
	Reprise	1	-	-	3	-
	Echec	-	-	-	-	-
						15
Forme pulmonaire diagnostiquée	Nouveaux cas	1	10	3	4	-
	Rechute	-	-	-	-	-
	Reprise	-	-	-	-	-
	Echec	-	-	-	-	-
						-
Forme extrapulmonaire	Nouveaux cas	5	1	2	3	-
	Rechute	-	-	-	-	-
	Reprise	-	-	-	-	-
	Echec	-	-	-	-	-

Source : Programme national de lutte contre la tuberculose

Tableau 10.40 : Effectif de personnes vivant avec handicap par type et genre selon la circonscription d'action sociale (CAS) en 2015

		CAS Ewo, Mbama, Okoyo	CAS Etoumbi, Kellé, Mbomo	Cuvette-ouest
Déficient moteur	Homme	84	177	261
	Femme	95	155	250
	Total	179	332	511
Déficient auditif	Homme	5	18	23
	Femme	5	17	22
	Total	10	35	45
Sourd-muet	Homme	2	...	2
	Femme
	Total	2	...	2
Aveugle ou malvoyant	Homme	4	58	62
	Femme	15	44	59
	Total	19	102	121
Autres	Homme	2	624	626
	Femme	...	677	677
	Total	2	1301	1303
Homme		97	877	974
Femme		115	893	1008
Total		212	1770	1982

Direction départementale des affaires sociales

Tableau 10.41 : Effectif de personnes vivant avec handicap par type et genre selon la circonscription d'action sociale (CAS) en 2016

		CAS Ewo, Mbama, Okoyo	CAS Etoumbi, Kellé, Mbomo	Cuvette-ouest
Déficient moteur	Homme	17	15	32
	Femme	9	3	12
	Total	26	18	44
Déficient auditif	Homme	15	6	21
	Femme	17	7	24
	Total	32	13	45
Sourd-muet	Homme	5	2	7
	Femme	5	3	8
	Total	10	5	15
Aveugle ou malvoyant	Homme	6	4	10
	Femme	2	7	9
	Total	8	11	19
Autres	Homme	6	36	42
	Femme	3	20	23
	Total	9	56	65
Ensemble Cuvette-Ouest		49	63	112
		36	40	76
		85	103	188

Direction départementale des affaires sociales

Tableau 10.42 : Effectif de personnes vivant avec handicaps par type d'handicap et genre selon la circonscription d'action sociale (CAS) en 2017

		CAS Ewo, Mbama, Okoyo	CAS Etoumbi, Kellé, Mbomo	Cuvette-ouest
Déficient moteur	Homme	1	44	45
	Femme	3	44	47
	Total	4	88	92
Déficient auditif	Homme	1	7	8
	Femme	...	6	6
	Total	1	13	14
Sourd-muet	Homme
	Femme
	Total
Aveugle ou malvoyant	Homme	...	16	16
	Femme	...	19	19
	Total	...	35	35
Autres	Homme
	Femme	12	181	193
	Total	12	181	193
Homme		2	67	69
Ensemble Cuvette-Ouest	Femme	15	250	265
	Total	17	317	334

Direction départementale des affaires sociales

Tableau 10.43 : Effectif de personnes vivant avec handicaps par type d'handicap et genre selon la circonscription d'action sociale (CAS) en 2018

		CAS Ewo, Mbama, Okoyo	CAS Etoumbi, Kellé, Mbomo	Cuvette-ouest
Déficient moteur	Homme	52	28	80
	Femme	35	15	50
	Total	87	43	130
Déficient auditif	Homme	18	5	23
	Femme	18	8	26
	Total	36	13	49
Sourd-muet	Homme
	Femme
	Total
Aveugle ou malvoyant	Homme	28	10	38
	Femme	24	9	33
	Total	52	19	71
Autres	Homme	71	12	83
	Femme	573	33	606
	Total	644	45	689
Homme		169	55	224
Ensemble Cuvette-Ouest	Femme	650	65	715
	Total	819	120	939

Direction départementale des affaires sociales

Chapitre 11 : STATISTIQUES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

❖ Justice

I. Présentation

Les statistiques sur la justice portent sur les activités des juges d'instructions, les juridictions civiles, le personnel, l'administration pénitentiaire ainsi que les divorces prononcés dans les tribunaux.

II. Concepts et définitions⁹

Accident : choc brutal et violent qui peut causer des dégâts matériels et/ou corporels.

Chambre civile : formation du tribunal de grande instance compétente en matière civile.

Chambre correctionnelle : formation du tribunal de grande instance compétente en matière pénale.

Cour d'appel : juridiction de droit commun et de second degré. La cour est juge d'appel de toutes les juridictions de l'ordre juridique, civil et criminel.

Décision au fond : décision juridictionnelle qui règle définitivement un litige.

Dessaisissement : c'est le fait pour le juge de ne plus accéder au dossier après qu'il ait rendu sa décision. Cependant, il conserve les prérogatives prévues par la loi.

Détention criminelle : peine privative de liberté qui consiste à incarcérer le condamné dans un local spécial

Infraction : violation d'une loi de l'État, résultant d'un acte externe de l'homme, positif ou négatif, ne se justifiant pas à l'accomplissement d'un devoir ou l'exercice d'un droit et qui est punie d'une peine par la Loi.

Jonction de procédures : c'est la réunion de toutes les demandes formulées par les parties pour les mêmes faits. C'est l'unicité de la procédure en une seule instance.

Mandat de dépôt : ordre donné au régisseur de la maison d'arrêt, par un magistrat instructeur ou par une juridiction pénale, de recevoir et de détenir un inculpé ou un prévenu.

Réclusion : peine affective et privative de liberté perpétuelle ou temporaire.

Tribunal de grande instance : juridiction de droit commun de première instance qui siège en principe au chef-lieu du département.

Tribunal d'instance : juridiction à juge unique ayant pour ressort l'arrondissement ou le district.

Voies de recours : Elles constituent un moyen mis à la disposition des parties au procès aux fins d'obtenir un nouvel examen du procès.

⁹ Définitions tirées dans l'Annuaire statistique national 2014 (INS)

III. Méthodologie

A la DDSTAT, le personnel a obtenu les statistiques de la justice par dépôt des maquettes de collecte auprès de l'Administration judiciaire.

Au niveau du tribunal de grande instance, le personnel a procédé au dépouillement des rapports administratifs, des sommiers, des plumitifs, des mandats de dépôts, des registres d'écrou et des répertoires civils pour renseigner les maquettes de tableaux.

Données manquantes : il y a eu beaucoup de données manquantes. Les méthodes statistiques d'ajustement des données n'ont pas permis d'estimer les statistiques de justice, tellement que les écarts entre une année renseignée et celle non renseignée étaient grands.

Exactitudes/fiabilité des données : Étant donné que les statistiques ont été fournies par un personnel de la source, après dépouillement et exploitation des documents administratifs, nous pouvons dire que ces données sont exactes.

Cohérence des données: Aucun autre document administratif n'a permis de comparer les données collectées. La sincérité et la conscience professionnelle que nous accordons à la source des données nous permettent de juger ces données cohérentes.

IV. Sources et documentation

Source	Tribunal de grande instance d'Ewo Direction départementale de la Police judiciaire Région de Gendarmerie
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports administratifs - Archives de collecte des données de 2015 de la DDSTAT - Direction départementale de la Police judiciaire - Région de Gendarmerie

Tableau 11.07 : Activités du tribunal de travail par type d'affaire près le tribunal de grande instance d'Ewo de 2014 à 2018

Unité: affaire

	2014	2015	2016	2017	2018
Affaire nouvelle
Affaire jugée	1	-	2	1	1

Source: Tribunal de travail près le tribunal de grande instance d'Ewo

Tableau 11.08 : Activités du tribunal pour enfants par type d'affaire près le tribunal de grande instance d'Ewo de 2014 à 2018

Unité: affaire

	2014	2015	2016	2017	2018
Affaire nouvelle
Affaire jugée	...	4	...	3	3

Source: Tribunal pour enfants près le tribunal de grande instance d'Ewo

• Personnel de la justice

Tableau 11.09 : Évolution des effectifs du personnel salarié de la justice par qualification et par genre au Tribunal de grandes instances d'Ewo de 2014 à 2018

	Unités	2014	2015	2016	2017	2018
Magistrat	magistrat	14	7	7	7	11
	Homme	13	7	7	7	11
	Femme	1	-	-	-	-
Greffier	greffier	7	2	2	2	2
	Homme	5	1	1	1	1
	Femme	2	1	1	1	1
Commis de greffe	commis	4	2	2	2	2
	Homme	2	1	1	1	1
	Femme	2	1	1	1	1

Source: Tribunal de grande instance d'Ewo

Tableau 11.13 : Évolution des effectifs du personnel salarié de la justice par qualification et par genre au tribunal d'instance d'Okoyo de 2014 à 2018

	<i>Unités</i>	2014	2015	2016	2017	2018
Magistrat	magistrat	-	-	-	-	2
Homme	<i>magistrat</i>	-	-	-	-	2
Femme	<i>magistrat</i>	-	-	-	-	-
Greffier	greffier	-	-	-	-	1
Homme	<i>greffier</i>	-	-	-	-	1
Femme	<i>greffier</i>	-	-	-	-	-
Commis de greffe	commis	-	-	-	-	-
Homme	<i>commis</i>	-	-	-	-	-
Femme	<i>commis</i>	-	-	-	-	-

Source: Tribunal d'instance d'Okoyo

Tableau 11.17 : Effectifs des condamnés par durée de la peine selon le genre dans la commune de Ewo de 2014 à 2018

	2014			2015			2016			2017			2018			Ensemble		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Moins de 3 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à moins d'un an	-	4	4	-	4	4	-	2	2	-	10	10
D'un an à moins de 3 ans	1	2	3	-	7	7	-	5	5	1	14	15
De 3 ans à moins de 5 ans	-	-	-	-	1	1	-	2	2	-	3	3
De 5 ans à moins de 10 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réclusion ou détention criminelle à temps	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réclusion ou détention criminelle à perpétuité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	6	7	-	12	12	-	9	9	1	27	28

Source: Maison d'arrêt d'Ewo

- Divorces

Tableau 11.18 : Évolution du nombre de divorces prononcés par mois au tribunal de grande instance d'Ewo de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Janvier	-	-	-	-	-
Février	-	-	-	-	-
Mars	-	-	-	-	-
Avril	-	-	-	-	-
Mai	-	-	-	-	-
Juin	-	1	-	-	-
Juillet	-	-	-	-	-
Août	-	-	-	-	-
Septembre	-	-	-	-	-
Octobre	-	-	-	-	-
Novembre	-	-	-	-	-
Décembre	-	-	-	-	-
Total Cuvette-Ouest	-	1	-	-	-

Source: Tribunal de grande instance d'Ewo

❖ Police judiciaire et Région de gendarmerie

• Infractions constatées par la Police judiciaire

Tableau 11.19 : Répartition des infractions constatées par les services de police par type de 2014 à 2018

Unité : infraction

	2014	2015	2016	2017	2018
Infractions contre les personnes	7	...	11
Homicides crapuleux	5	...	-
Homicides non crapuleux et infanticide	1	...	-
Coups et blessures suivis de mort	-	...	-
Viols	-	...	1
Proxénétisme	1	...	-
Infraction contre la famille et l'enfant	-	...	10
Infractions contre la paix publique et l'État	11	...	4
Outrages et violences à dépositaire de l'autorité	6	...	-
Incendies de biens publics ou privés	1	...	1
Autres destructions et dégradations	4	...	3
Trafic de stupéfiants	-	...	-
Toxicomanie	-	...	-
Infractions astucieuses contre les biens	2	...	2
Fausse Monnaie	-	...	-
Détournements et escroquerie	2	...	2
Délinquances économiques et financières	-	...	-
Chèque sans provision	-	...	-
Utilisation frauduleuse des chèques et de cartes de crédit	-	...	-
Faux et contrefaçons	-	...	-
Autres infractions contre les biens	133	...	66
Vols à main armée (braquage)	-	...	-
Vols contre les femmes sur la voie publique	-	...	-
Vols contre d'autres personnes sur la voie publique	-	...	-
Cambriolages (vol avec effraction)	133	...	66
Vols d'automobiles	-	...	-
Autres délits	216	...	171
Ensemble Cuvette-Ouest	369	...	254

Source : Direction départementale de la Police judiciaire

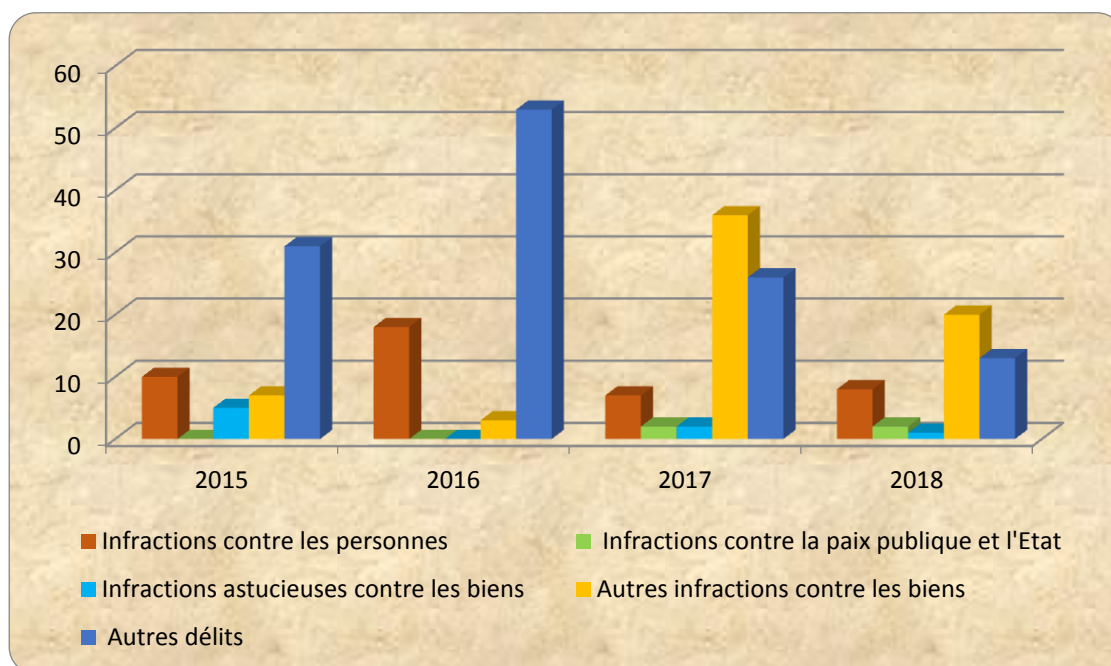
- **Infractions constatées par la Région de Gendarmerie**

Tableau 11.26 : Répartition des infractions constatées par la région de Gendarmerie par type de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Infractions contre les personnes	...	10	18	7	8
Homicides crapuleux	...	-	1	-	2
Homicides non crapuleux et infanticide	...	-	3	1	-
Coups et blessures suivis de mort	...	4	1	-	2
Viols	...	4	7	6	4
Proxénétisme	...	-	-	-	-
Infraction contre la famille et l'enfant	...	2	6	-	-
Infractions contre la paix publique et l'État	...	-	-	2	2
Outrages et violences à dépositaire de l'autorité	...	-	-	-	1
Incendies de biens publics ou privées	...	-	-	-	-
Autres destructions et dégradations	...	-	-	-	-
Trafic de stupéfiants	...	-	-	1	1
Toxicomanie	...	-	-	1	-
Infractions astucieuses contre les biens	...	5	-	2	1
Fausse Monnaie	...	-	-	-	-
Détournements et escroquerie	...	5	-	2	1
Délinquances économiques et financières	...	-	-	-	-
Chèque sans provision	...	-	-	-	-
Utilisation frauduleuse des chèques et de cartes de crédit	...	-	-	-	-
Faux et contrefaçons	...	-	-	-	-
Autres infractions contre les biens	...	7	3	36	20
Vols à main armée (braquage)	...	-	-	-	-
Vols contre les femmes sur la voie publique	...	-	-	-	-
Vols contre d'autres personnes sur la voie publique	...	-	-	-	-
Cambriolages (vol avec effraction)	...	7	3	9	7
Vols d'automobiles	...	-	-	1	-
Autres délits	...	31	53	26	13
Ensemble Cuvette-Ouest	...	53	74	73	44

Source : Région de Gendarmerie

Graphique 20: Nombre d'infractions constatées par la Région de Gendarmerie par type de 2015 à 2018



● Accidents survenus et enregistrés par la Région de gendarmerie

Tableau 11. 27 : Accidents de la circulation routière survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par type de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Accidents mortels	...	12	7	8	5
Accidents avec blessés graves	...	23	30	6	18
Accidents avec blessés légers	...	34	41	18	7
Accidents avec dégâts matériels importants	...	10	28	1	2
Accidents avec dégâts matériels légers	...	63	44	3	8
Total Cuvette-Ouest	...	142	150	36	40

Source : Région de Gendarmerie

Tableau 11. 28 : Répartition des accidents survenus et enregistrés par la région de Gendarmerie par types suivant le mois en 2015

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Accidents mortels	12
Accidents avec blessés graves	23
Accidents avec blessés légers	34
Accidents avec dégâts matériels importants	10
Accidents avec dégâts matériels légers	63
Total Cuvette-Ouest	142

Source : Région de Gendarmerie

Chapitre 12 : GENRE DANS LES INSTANCES POLITIQUES

I. Présentation

Les statistiques présentées dans ce chapitre portent sur la représentativité de la femme dans les instances politiques.

II. Concepts et définitions¹⁰

Instances politiques : institutions politiques du département : conseil municipal et conseil départemental.

III. Méthodologie

Le personnel de la DDSTAT a eu à déposer les maquettes de collecte au niveau des collectivités locales du département.

Au niveau de l'Administration locale, le personnel a procédé par dépouillement des rapports d'activités pour renseigner les maquettes de tableaux.

IV. Sources et documentation

Sources	<ul style="list-style-type: none"> – Préfecture – Sous-préfecture – Conseil départemental – Conseil municipal – Mairie centrale
Documentation	Rapports d'activités

¹⁰ Définitions tirées dans l'Annuaire statistique national 2014 (INS)

Tableau 12.11: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2017

		Mairie						Comité de quartier	Comité de village
		Maire	Vice-maire	SG	Chef de cabinet	SBE (secrétaire du bureau exécutif)	Receveur (SAF)	Chef de quartier	Chef de village
Ensemble	Femme	-	-	-	-	1	-	-	-
Cuvette-Ouest	Homme	1	1	1	1	-	1	5	6
	Total	1	1	1	1	1	1	5	6

Source : Mairie centrale d'Ewo

Tableau 12.12: Représentativité de la femme dans la prise de décisions par genre selon les structures décentralisées en 2018

		Mairie						Comité de quartier	Comité de village
		Maire	Vice-maire	SG	Chef de cabinet	SBE (secrétaire du bureau exécutif)	Receveur (SAF)	Chef de quartier	Chef de village
Ensemble	Femme	-	-	-	-	1	-	-	-
Cuvette-Ouest	Homme	1	1	1	1	-	1	5	6
	Total	1	1	1	1	1	1	5	6

Source : Mairie centrale d'Ewo

Chapitre 13 : AUTRES STATISTIQUES SOCIALES ET CONNEXES

❖ Sport

Tableau 13.01 : Nombre d'infrastructures sportives par type de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Complexe sportif	1	1	1	1	1
Gymnase	-	-	-	-	-
Stade	3	3	3	3	3

Source : Direction départementale des sports

Tableau 13.03: Nombre de clubs sportifs enregistré par ligue et par genre selon la catégorie de 2014 à 2018

	2014			2015			2016			2017			2018		
	Séniör	Junior	Cadet	Séniör	Junior	Cadet	Séniör	Junior	Cadet	Séniör	Junior	Cadet	Séniör	Junior	Cadet
Foot-ball	4	1	1	4	1	1	4	1	1	4	1	1	4	1	1
Basket-ball	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Athletisme	6	-	-	6	-	-	6	-	-	6	-	-	6	-	-
Gymnastique	-	-	2	-	-	2	-	-	2	-	-	2	-	-	2
Judo	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1
Karaté	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-
Tennis de table	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1

Source : Direction départementale des sports

PARTIE D: STATISTIQUES ECONOMIQUES

LISTE DES TABLEAUX

STATISTIQUES SUR L'AGRICULTURE

Tableau 14.01 : Production (en volume) des principales cultures par type de 2014 à 2018

Tableau 14.02 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district , selon le type en 2014

Tableau 14.03 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district selon le type en 2015

Tableau 14.04 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district selon le type en 2016

Tableau 14.05 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district selon le type en 2017

Tableau 14.06 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district selon le type en 2018

Tableau 14.07 : Production (en valeur) des principales cultures par type de 2014 à 2018

Tableau 14.08 : Superficie des principales cultures par type de 2014 à 2018

Tableau 14.09 : Production (en volume) des cultures maraichères par type de 2014 à 2018

Tableau 14.10 : Production (en volume) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2014

Tableau 14.11 : Production (en volume) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2015

Tableau 14.12 : Production (en volume) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2016

Tableau 14.13 : Production (en volume) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2017

Tableau 14.14 : Production (en volume) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2018

Tableau 14.15 : Production (en valeur) des cultures maraichères par type de 2009 à 2018

Tableau 14.16 : Production (en valeur) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2014

Tableau 14.17 : Production (en valeur) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2015

Tableau 14.18 : Production (en valeur) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2016

Tableau 14.19 : Production (en valeur) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2017

Tableau 14.20 : Production (en valeur) des cultures maraichères par commune et district selon le type en 2018

Tableau 14.21 : Nombre de sites maraichers par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 14.22 : Superficie emblavée par type de cultures maraichères 2014 à 2018

Tableau 14.23 : Superficie arboricole plantée par type de cultures de 2014 à 2018

STATISTIQUES SUR L'ÉLEVAGE

Tableau 15.01 : Cheptel par espèce et par sexe de 2014 à 2018

Tableau 15.02: Animaux abattus par espèce de 2014 à 2018

Tableau 15.03: Animaux abattus par commune et district selon l'espèce en 2014

Tableau 15.04: Animaux abattus par commune et district selon en 2015

Tableau 15.05 : Animaux abattus par commune et district selon l'espèce en 2016

Tableau 15.06 : Animaux abattus par commune et district selon l'espèce en 2017

Tableau 15.07: Animaux abattus par commune et district selon l'espèce en 2018

Tableau 15.08 : Nombre de bêtes en métayage par espèce de 2014 à 2018

Tableau 15.09 : Nombre de groupements pastoraux par commune et district, selon le genre de 2014 à 2018

STATISTIQUES SUR LA PÊCHE

Tableau 16.01: Production de la pêche continentale par espèce de poisson de 2014 à 2018

Tableau 16.02 : Production de la pêche continentale par commune et district selon l'espèce de poisson en 2014

Tableau 16.03 : Production de la pêche continentale par commune et district selon l'espèce de poisson en 2015

Tableau 16.04 : Production de la pêche continentale par commune et district selon l'espèce de poisson en 2016

Tableau 16.05 : Production de la pêche continentale par commune et district selon l'espèce de poisson en 2017

Tableau 16.06 : Production de la pêche continentale par commune et district selon l'espèce de poisson en 2018

Tableau 16.07: Production de l'aquaculture par espèce de 2014 à 2018

Tableau 16.08: Production de l'aquaculture par commune et district selon l'espèce en 2014

Tableau 16.09 Production de l'aquaculture par commune et district selon l'espèce en 2015

Tableau 16.10: Production de l'aquaculture par commune et district selon l'espèce en 2016

Tableau 16.11: Production de l'aquaculture par commune et district selon l'espèce en 2017

Tableau 16.12: Production de l'aquaculture par commune et district selon l'espèce en 2018

Tableau 16.13: Nombre de pisciculteurs par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 16.14 : Nombre d'étangs par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 16.15 : Superficie des étangs par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 16.16 : Nombre de groupements de la pêche par type selon le genre de 2014 à 2018

Tableau 16.17: Nombre de groupements de la pêche continentale par commune et district selon le genre de 2014 à 2018

Tableau 16.18 : Nombre de groupements d'aquaculture commune et district selon le genre de 2014 à 2018

STATISTIQUES FORESTIÈRES

Tableau 17.1: Production de grumes par essence de 2014 à 2018

Tableau 17.2: Grumes brutes et traitées par essence de 2014 à 2018

Tableau 17.3 : Trafic des produits forestiers non ligneux de 2014 à 2018

STATISTIQUES MINIERES

Tableau 18.1 : Caractéristiques des mines et des carrières de 2014 à 2018

STATISTIQUES DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Tableau 19.1 : Nombre de localités disposant d'un bureau de poste fonctionnel et d'agences de postes fonctionnels de 2014 à 2018

Tableau 19.2 : Délai d'acheminement du courrier et colis par régime de 2014 à 2018

Tableau 19.3 : Délai d'acheminement du courrier et de colis du régime intérieur selon le mois de 2016 à 2018

STATISTIQUES DE L'HOTELLERIE

Tableau 20.1 : Infrastructure et capacité hôtelière de 2014 à 2018

Tableau 20.2 : Répartition de l'infrastructure et de la capacité hôtelière en 2015 selon la catégorie d'établissements

Tableau 20.3 : Répartition de l'infrastructure et de la capacité hôtelière en 2016 selon la catégorie d'établissements

Tableau 20.4 : Répartition de l'infrastructure et de la capacité hôtelière en 2017 selon la catégorie d'établissements

Tableau 20.5 : Répartition de l'infrastructure et de la capacité hôtelière en 2018 selon la catégorie d'établissements

Tableau 20.6 : Évolution des arrivées dans les hôtels de 2014 à 2018

Tableau 20.7 : Évolution des nuitées dans les hôtels de 2014 à 2018

Tableau 20.8 : Durée moyenne de séjour dans les hôtels par nuitée de résident et de non-résident de 2014 à 2018

FINANCES PUBLIQUES

Tableau 21.1: Évolution des recouvrements des impôts et taxes de 2014 à 2018

Tableau 21.2 : Évolution des recouvrements douaniers par nature de taxes de 2014 à 2018

Tableau 21.3 : Évolution des recettes réalisées au Conseil départemental de 2014 à 2018 par nature

Tableau 21.4 : Évolution des dépenses du Conseil départemental de 2014 à 2018 par nature

Tableau 21.5 : Évolution des recettes d'impôts du département de 2014 à 2018 par nature

STATISTIQUES DES TRANSPORTS

Tableau 22.01: Trafic commercial à l'aéroport d'Ewo et dans les aérodromes secondaires de 2014 à 2018

Tableau 22.02: Réseau routier dans le département de 2014 à 2018

Tableau 22.03 : Évolution de véhicules immatriculés par état dans la commune d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 22.04: Nombre de véhicules immatriculés par état et par genre dans la commune d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 22.05: Évolution de véhicules immatriculés par état et par puissance (en cheval vapeur) dans la commune d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 22.06: Nombre de véhicules immatriculés par état et par source d'énergie dans la commune d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 22.07: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie dans la commune d'Ewo de 2014 à 2018

Tableau 22.08: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie selon la commune et le district du candidat en 2014

Tableau 22.09: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie selon la commune et le district du candidat en 2015

Tableau 22.10: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie selon la commune et le district du candidat en 2016

Tableau 22.11: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie selon la commune et le district du candidat en 2017

Tableau 22.12: Répartition des permis de conduire délivrés par catégorie selon la commune et le district du candidat en 2018

AUTRES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET CONNEXES

Tableau 23.01 : Nombre de stations-services de la société de distribution des produits pétroliers raffinés TOTAL par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 23.02 : Nombre de stations-services de la société de distribution des produits pétroliers raffinés de SNPC par commune et district de 2014 à 2018

Tableau 23.03 : Production de sciages par essence de 2014 à 2018

Tableau 23.04: Évolution des effectifs d'artisans immatriculés par métiers et par genre de 2014 à 2018

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Production (en volume) des principales cultures en 2018

Graphique 2 : Production (en volume) des cultures maraichères en 2018

Graphique 3: Répartition du cheptel par espèce en 2018

Graphique 4 : Production en volume de la pêche continentale par espèce de poisson en 2018

Graphique 5 : Évolution du trafic des principaux produits non ligneux de 2014 à 2018

Graphique 6 : Évolution du nombre de restaurants de 2014 à 2018

Graphique 7 : Évolution du nombre d'abonnés au réseau d'adduction d'eau de la zone de la Cuvette-ouest de 2014 à 2018

Graphique 8 : Évolution du nombre d'abonnés au réseau d'adduction d'eau du centre d'Ewo de 2014 à 2018

Chapitre 14 : STATISTIQUES SUR L'AGRICULTURE

I. Présentation

L'agriculture est l'ensemble des activités économiques ayant principalement pour objet la culture des terres, et d'une manière générale l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et d'animaux utiles à l'homme.

C'est aussi l'ensemble des activités dont la fonction est de produire un revenu financier à partir de l'exploitation de la terre.

Les données de ce chapitre portent sur la production végétale des principales cultures céréalières, vivrières et industrielles et sur leur superficie de production. Elles concernent aussi la production végétale des cultures maraîchères et de leur superficie de production, sur les sites maraîchers ainsi que la superficie arboricole.

II. Concepts et définitions¹¹

Agriculture : ensemble des activités destinées à tirer de la terre les productions des végétaux utiles à l'homme, notamment sur le plan alimentaire.

Maraîchage : culture de légumes réalisée de préférence en zone de marais, ce qui assure aux végétaux un approvisionnement régulier en eau. Il ne s'agit pas donc de cultures pluviales.

Arboriculture : culture des arbres, plus particulièrement fruitiers ou ornementaux.

Ces cultures peuvent être faites sous des abris qui assurent leur protection et permettent leur forçage, sur une superficie plus ou moins importante.

Culture vivrière : Culture destinée à couvrir juste la consommation d'un ménage.

Culture industrielle : Espèce végétale cultivée dans le but d'alimenter en matières premières les industries de transformation.

III. Méthodologie

Au niveau de la DDSTAT, le personnel a déposé les maquettes de collecte préétablies. Les statistiques agricoles ont été obtenues par exploitation des documents administratifs.

Au niveau de la direction départementale de l'agriculture, le directeur départemental a mis en place une équipe chargée de collecter les statistiques primaires à l'aide des fiches de collecte préétablies. Ces fiches sont renseignées par interview directe par les agriculteurs. Ensuite, les fiches sont compilées et constituent des documents administratifs qui sont exploités lors de l'élaboration des rapports d'activités et en l'occurrence pour renseigner les maquettes de collecte de la DDSTAT.

¹¹ Définitions obtenues à la DD agriculture et dans Encarta® 2009.

Données manquantes : ce chapitre a enregistré des données manquantes, ces données ont été estimées par la méthode d'imputation par redistribution.

Exactitudes/Fiabilité des données : les données de ce chapitre ont été fournies par une source officielle. La méthode de collecte n'obéit pas aux normes internationales de production des statistiques officielles. La couverture géographique étant partielle. On peut ainsi dire que les données sont peu fiables.

Cohérences des données : Le dernier annuaire statistique de l'agriculture date de 1998. Ces données n'étant plus d'actualité, aucun autre document administratif n'a permis de comparer les données collectées par les maquettes de collecte qui ont connu aujourd'hui une modification totale. La sincérité et la conscience professionnelle que nous accordons à la source des données et les estimations apportées à certaines données, nous permettent d'apprécier la cohérence de ces données.

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de l'agriculture
Documentation	- Rapports d'activités - Rapports statistiques

Tableau 14.06 : Répartition de la production (en volume) des principales cultures par commune et district selon le type en 2018

Unité : Tonne

	Arachide	Cacao	Café	Gingembre	Haricot	Huile de Palme	Igname	Mais ^e	Manioc	Paddy	Patate douce	Pois d'angol	Pomme de terre	Soja	Tabac	Taro	Voandzou	Banane	Plantain	Sésame	Total
Commune d'Ewo	10	-	3	-	-	5	400	10	45	1	-	-	-	-	-	-	1	4	5	3	487
Ewo	14	-	-	-	-	12	600	26	60	-	-	-	-	-	-	-	2	10	23	12	759
Kellé	25	-	-	-	-	14	-	25	50	-	-	-	-	-	-	-	-	27	42	-	183
Mbomo	11	-	-	-	-	9	-	20	26	-	-	-	-	-	-	-	-	16	10	-	92
Okoyo	6	-	-	-	-	8	780	14	28	-	-	-	-	-	-	-	1	12	32	12	893
Etoumbi	16	-	-	-	-	15	-	16	27	-	-	-	-	-	-	-	-	17	32	-	123
Mbama	18	-	-	-	-	9	-	13	15	-	-	-	-	-	-	-	-	20	21	-	96
Total C.O	94	-	3	-	-	72	1780	134	251	1	-	-	-	-	-	-	4	106	165	27	2637

Source : Direction départementale de l'agriculture

Tableau 14.07 : Production (en valeur) des principales cultures par type de 2014 à 2018

Unité : millier de FCFA

	2014	2015	2016	2017	2018
Arachide	10 900	11 400	10 200	8 100	7 100
Cacao	-	-	-	-	-
Café	-	-	-	200	200
Gingembre	-	-	-	-	-
Haricot	-	-	-	-	-
Huile de Palme	9 720	11 883	6 540	1 800	7 200
Igname	2 700	14 000	2 200	16 700	17 800
Maïs	16 700	14 820	1 995	13 900	12 400
Manioc	10 873	13 000	8 940	2 120	16 260
Paddy	120	240	-	120	200
Patate douce	-	-	-	-	-
Pois d'angol	-	-	-	-	-
Pomme de terre	-	-	-	-	-
Soja	-	-	-	-	-
Tabac	-	-	-	-	-
Taro	-	-	-	-	-
Voandzou	480	480	240	360	480
Banane	1 720	6 580	7 020	6 600	6 440
Plantain	2 470	6 540	7 620	8 940	7 581
Sésame	1 620	1 440	7 800	1 540	2 700
Total Cuvette-Ouest	57 303	80 383	52 555	60 380	78 361

Source : Direction départementale de l'agriculture

- **Superficie**

Tableau 14.08 : Superficie des principales cultures par type de 2014 à 2018*Unité : Hectare*

	2014	2015	2016	2017	2018
Arachide	56	317	107	100	82
Cacao	-	-	-	19	29
Café	21	21	21	21	100
Gingembre	-	-	-	-	-
Haricot	-	-	-	-	-
Huile de Palme	915	777	111	97	62
Igname	385	725	130	1250	430
Maïs	662	1190	188	115	101
Manioc	547	760	155	197	184
Paddy	1	1	-	1	1
Patate douce	-	-	-	-	-
Pois d'angol	-	-	-	-	-
Pomme de terre	-	-	-	-	-
Soja	-	-	-	-	-
Tabac	-	-	-	-	-
Taro	-	-	-	-	-
Voandzou	4	5	2	4	4
Banane	50	106	119	98	71
Plantain	66	122	138	133	133
Sésame	31	30	-	21	16
Total CO	2728	4053	971	2056	1213

Source : Direction départementale de l'agriculture

❖ Maraichage

• Production

Tableau 14.09 : Production (en volume) des cultures maraichères par type de 2014 à 2018

Unité : Tonne

	2014	2015	2016	2017	2018
Aubergine	0,47	1,2	2,1	2,228	2,09
Amarante (<i>bari</i>)	1,585	1,88	2,885	6,2	5,54
Baselle	0,5	0,76	1,835	1,95	1,86
Concombre	-	-	-	-	-
Courge feuille	-	-	-	-	-
Courgette	-	-	0,26	-	-
Ciboule	2,71	1,96	1,65	4,15	6
Chou pomme	3	1	1,2	0,15	0,5
Chou de chine	-	-	-	-	-
Chou-fleur	-	-	-	-	-
Céleri	-	-	-	-	-
Carotte	-	-	-	-	-
Tomate	1,74	2,305	1,4	4,75	6,08
Radis	-	-	-	-	-
Poireau	-	-	-	-	-
Persil	-	-	-	-	-
Navet	-	-	-	-	-
Laitue	-	-	-	-	-
Haricot vert	-	-	-	-	-
Endives	-	-	0,35	-	-
Gombo	0,87	0,27	1,6	0,465	3,01
Morelle noire (<i>Moussosso</i>)	1,84	1,57	1,9	2,3	6,6
Oseille importée	0,304	0,31	0,2	0,015	0,52
Oseille locale	2,38	2,54	1,85	3,6	4,8
Piment	-	0,3	0,5	-	-
Poivron	-	-	-	0,016	0,3
Menthe	-	-	-	-	-
Basilic	-	-	-	-	-
Total Cuvette- Ouest	12,402	14,095	17,73	25,824	37,3

Source : Direction départementale de l'agriculture

Tableau 14.15 : Production (en valeur) des cultures maraichères par type de 2009 à 2018

Unité : millier de FCFA

	2014	2015	2016	2017	2018
Aubergine	403	430	475	505	710
Amarante (<i>bari</i>)	570	590	625	670	705
Baselle	180	192	215	250	325
Concombre	-	-	-	15	25
Courge feuille	305	320	350	445	505
Courgette	405	405	435	485	525
Ciboule	935	805	885	960	1 003
Chou pomme	145	115	123	365	255
Chou de chine	-	90	100	120	135
Chou-fleur	-	-	-	-	-
Céleri	-	-	-	-	-
Carotte	-	-	-	-	-
Tomate	730	695	775	955	995
Radis	-	-	-	-	-
Poireau	-	130	140	120	125
Persil	-	-	-	-	-
Navet	-	-	-	-	-
Laitue	-	-	-	-	-
Haricot vert	-	-	-	-	-
Endives	100	100	157	227	275
Gombo	725	715	745	870	935
Morelle noire (<i>Moussosso</i>)	670	560	610	715	775
Oseille importée	235	255	275	350	390
Oseille locale	620	700	393	810	845
Piment	200	230	227	340	380
Poivron	82	-	160	493	160
Menthe	-	-	-	-	-
Basilic	-	-	-	-	-
Total Cuvette-Ouest	6 305	6 332	6 689	8 695	9 068

Source : Direction départementale de l'agriculture

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de l'élevage
Documentation	- Rapports d'activités - Rapports statistiques

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de la pêche et de l'aquaculture
Documentation	<ul style="list-style-type: none">- Rapports d'activités- Rapports statistiques

Pour collecter les données sur le *trafic des produits forestiers non ligneux*, des agents de la DDEF sont présents dans tous les postes de contrôle des véhicules. À chaque passage de véhicules, ils cherchent avec soin et en tous sens, afin de découvrir quelque chose de caché ayant attiré aux produits recherchés. Quand ils les retrouvent, ils essaient de compter manuellement chaque produit trouvé, ensuite ils enregistrent les réponses dans des fiches élaborées à cet effet. Ainsi, les données y relatives ne reflètent pas la réalité du département. Au niveau de l'abattage des bois d'œuvre pour les artisans ou petits exploitants, les données statistiques reposent sur le fût réalisé et le volume des débités obtenu. L'exploitation des rapports d'activités des entreprises d'exploitation forestière et de la DDEF ont permis de renseigner les maquettes de tableaux.

Données manquantes : Ce chapitre n'a pas de données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : Les services de la DDEF ne réalisent aucune enquête auprès des unités de production des statistiques forestières. Pour des données erronées, on a procédé à leur correction en application des méthodes d'ajustement par la moyenne et de régression.

Cohérence des données : Pour assurer la cohérence des données, on a procédé au rapprochement des drafts des annuaires statistiques 2015 et 2017 de la DDSTAT avec les supports papiers des services de la DDEF.

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de l'Économie Forestière
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activités des sociétés forestières ; - Rapports d'activités de la DDEF ; - Rapports administratifs et techniques.

Chapitre 18 : STATISTIQUES MINIERES

I. Présentation

Au Congo, les activités portant sur les mines sont régies par la loi n°4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier.

Les statistiques de ce chapitre portent sur les autorisations de prospection minière, les permis de recherche minière, les permis d'exploitation, et les autorisations d'exploitation

II. Concepts et définitions¹⁵

Autorisation de prospection : opération géologique qui consiste à rechercher la substance minérale ou fossile en procédant par des sondages superficiels sur un périmètre donné. En République du Congo, elle est attribuée par arrêté du Ministre des mines et de la géologie pour une durée d'une année renouvelable une fois pour la même durée.

Recherche minière : opération géologique qui a pour objectif de confirmer l'existence d'une substance minérale par des méthodes géophysique, en calculant les réserves géologiques dudit gisement. Après la confirmation de cette recherche dans les laboratoires appropriés, la personne physique ou morale peut solliciter l'octroi d'un permis d'exploitation. En République du Congo le permis de recherche est attribué par décret présidentiel pour une durée de trois ans renouvelable deux fois pour une période biennale.

Permis d'exploitation industrielle : après avoir procédé successivement aux travaux de prospection, de recherche géologique révélés satisfaisants d'une substance minérale dans un périmètre donné, tout en présentant des garanties technico-économiques d'exploitation, c'est en ces termes que l'opérateur minier peut solliciter l'octroi d'un permis d'exploitation dudit gisement. Le permis d'exploitation est attribué par décret présidentiel pour une durée d'exploitation de vingt années renouvelable sur demande de son titulaire.

Autorisation d'exploitation semi-industrielle : exploitation des substances minérales ou fossile qui s'effectue en utilisant des moyens semi-modernes. Elle s'effectue généralement dans les carrières des géo-matériaux. Une fois les travaux de prospection révélés positifs, l'opérateur minier peut bénéficier ou solliciter cette autorisation. Elle est attribuée par arrêté du Ministre des mines et de la géologie pour une durée de cinq (05) années renouvelable.

Site d'exploitation : lieu où s'effectue l'exploitation minière. Généralement il porte le nom du cours d'eau qu'il traverse soit de la forêt ou encore du village le plus proche de la zone d'exploitation.

Site d'exploitation semi-industrielle : lieu où s'effectue l'exploitation d'une carrière de géomatériaux, de l'or alluvionnaire en utilisant du matériel semi-moderne

¹⁵ Définitions tirées du Code minier

III. Méthodologie

Le personnel de la DDSTAT a déposé les maquettes de collecte auprès des services de la Direction départementale des mines et de la géologie (DDMG).

Les services de la DDMG ont renseigné les maquettes de tableaux par dépouillement des documents administratifs et par exploitation de la base des données (fichier électronique) de la Direction Générale de la Géologie et du Cadastre Minier. Cette base de données est mise à jour la direction des études et de la planification précisément par le service de la cartographie par l'enregistrement des demandes des Sociétés adressées au Ministre

Données manquantes : ce chapitre ne contient pas de données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : les données de ce chapitre ont été fournies par les sources officielles du ministère des mines et de la géologie à savoir la DDMG et la DEP/MMG. Leurs exactitudes et fiabilités sont donc garanties.

Cohérence des données : ces données n'ont pas été comparées à aucun document statistique préalablement publié, en ce sens que la DEP du ministère des mines et de la géologie est à sa première édition d'un annuaire statistique. Cependant, le fait que ces statistiques minières soient produites par des sources officielles nous permet de corroborer leur cohérence.

IV. Sources et documentation

Sources	<ul style="list-style-type: none"> – Direction départementale des mines et de la géologie – Direction des études et de la planification
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports d'activités – Base de données de la DEP/MMG

Chapitre 19 : STATISTIQUES DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

I. Présentation

Les statistiques de ce chapitre portent sur le trafic postal.

Au secteur public, les données tiennent compte des zones de compétence, conformément à l'organisation administrative de la SOPECO. Le département de Cuvette-Ouest est couvert par la zone nord Plateaux-Cuvette-Cuvette-Ouest-Sangha dont le siège se situe à Owando.

II. Concepts et définitions¹⁶

Bureau de Poste : établissement dans lequel s'effectue les activités postales et prestations financières dans une localité donnée.

Courrier express : envoi pour lequel l'expéditeur demande une distribution dans un délai court.

Colis postaux : envois de marchandises ou de documents n'ayant pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle dont le poids maximum est défini par les arrangements de l'Union Postale Universelle (UPU).

CCP : Centre des Chèques Postaux

Distribution : processus allant du Tri au centre de distribution jusqu'à la remise des envois postaux aux destinataires.

Dépôt : action par laquelle le client confie un envoi au service postal aux fins de distribution à son destinataire.

III. Méthodologie

Au niveau de la DDSTAT les maquettes de collecte préétablies ont été envoyées à Owando, siège de la zone nord Plateaux-Cuvette-Cuvette Ouest-Sangha.

Au niveau de la Direction départementale de la SOPECO zone nord (Owando), les maquettes ont été renseignées par dépouillement et exploitation des rapports d'activités et des fichiers électroniques.

Donnée manquante : ce chapitre n'a pas enregistré des données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : Les données ont été obtenues à la suite d'exploitation des rapports d'activités et des fichiers électroniques. Leurs exactitude et fiabilité sont garanties en ce sens qu'elles ont été produites par une source officielle et selon les méthodes statistiques appropriées.

Cohérence des données : aucun autre documents statistiques déjà publié n'a permis de comparer les données de ce chapitre, car le secteur des postes et télécommunication et de

¹⁶ Définitions tirées du draft de l'annuaire des postes et télécommunication et de l'économie numérique 2018

l'économie numérique est sa première édition d'élaboration d'un annuaire statistique. Ces données sont cohérentes car elles proviennent des sources officielles.

IV. Source et documentation

Source	Direction départementale de la SOPECO zone nord (Owando)
Documentation	<ul style="list-style-type: none">- Rapports d'activités- Fichiers électroniques

Chapitre 20: STATISTIQUES DE L'HOTELLERIE

I. Présentation

Les statistiques concernant ce secteur portent sur les établissements d'hébergement et leur capacité, la restauration, l'effectif du personnel ainsi que les arrivées et les nuitées des résidents et des non-résidents.

II. Concepts et définitions¹⁷

Établissement d'hébergement ou hôtel de tourisme sans étoile: établissement commercial d'hébergement classé qui offre des chambres ou des appartements meublés en location à une clientèle de passage ou à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois.

Capacité d'hébergement : nombre de chambres et de lits qu'un hôtel de tourisme peut mettre à la disposition de sa clientèle ou du public.

Chambre : toute pièce réunissant les conditions d'hygiène et de confort donnant lieu à la location.

Arrivée : Il y a arrivée dans un hôtel lorsque le client loue une chambre pour au moins une nuit ou une partie de celle-ci.

Nuitée : Il y a nuitée lorsque le client passe la nuit ou une partie de celle-ci dans une chambre d'hôtel.

Hôtel à 4 étoiles : Hôtel de très grand confort, d'une capacité d'au moins trente chambres et respectant les normes de classement des hôtels au Congo : les bâtiments, les aménagements extérieurs et l'exploitation.

Hôtel à 3 étoiles : Hôtel de grand confort, d'une capacité d'au moins vingt chambres comprenant tout un bâtiment (à l'exception des magasins) et, répondant aux normes de classement des hôtels au Congo.

Hôtel à 2 étoiles : Hôtel de bon confort d'au moins dix chambres et répondant strictement aux exigences des hôtels à une étoile tout en respectant les normes de classement des hôtels au Congo.

Hôtel à 1 étoile : Hôtel de confort moyen d'au moins dix chambres comprenant un ou plusieurs bâtiments, dont l'accès doit être commode, soigné et bien entretenu, répondant aux normes de classement des hôtels au Congo.

Offre touristique : Tous les éléments, biens et services mis à la disposition des visiteurs ou achetés par eux pendant leur séjour ;

Chambres disponibles : Chambres mises entièrement à la disposition des clients. Celles où vivent le gérant ou le personnel de l'hôtel ne sont pas prises en considération ; de

¹⁷ Définitions tirées dans l'Annuaire statistique national 2014 (INS)

même, les chambres fermées pour des raisons d'hygiène, de travaux de réfection, etc., sont exclues ;

Place-lit : Le terme s'applique à un lit simple, les lits de deux personnes comptent pour deux Places-lit

Durée moyenne de séjour (DMS) : Rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'arrivées. La formule de la durée moyenne de séjour (DMS) est la suivante :

$$DMS = \frac{\text{Nombre de nuitées}}{\text{Nombre d'arrivées}}$$

III. Méthodologie

La méthode de collecte utilisée par la DDSTAT est le dépôt des maquettes de tableaux pré établies.

La collecte des données relatives à l'offre hôtelière est effectuée par la direction départementale du tourisme et de l'hôtellerie. Elle consiste en une interview directe auprès des responsables des établissements hôteliers pour recueillir des informations sur l'offre au moyen des fiches de collecte préétablies.

L'Administration hôtelière a exploité les rapports d'activités et les rapports statistiques pour renseignées les tableaux de collecte ayant permis de présenter les tableaux de ce chapitre.

Données manquantes : ce chapitre a enregistré quelques données manquantes relatives à l'année 2018 pour la simple raison que l'Annuaire statistique du tourisme 2018 n'a pas encore été publié.

Exactitude/Fiabilité des données : Les données issues de la collecte n'ont pas été en adéquation avec celles publiées par la tutelle. Aussi ont-elles été totalement remplacées par celles de l'Annuaire statistique du tourisme 2017 produites par la Direction Générale du Tourisme et de l'Hôtellerie.

Les données de l'Annuaire statistique du tourisme 2017 ont été obtenues à travers les résultats des enquêtes statistiques réalisées de 2013 à 2017 par la Direction Générale du Tourisme et de l'Hôtellerie. En ce sens, elles sont exactes et fiables.

Cohérence des données : les données de ce chapitre sont cohérentes car elles sont issues de l'exploitation de l'Annuaire statistique du tourisme 2017.

IV. Source et documentation

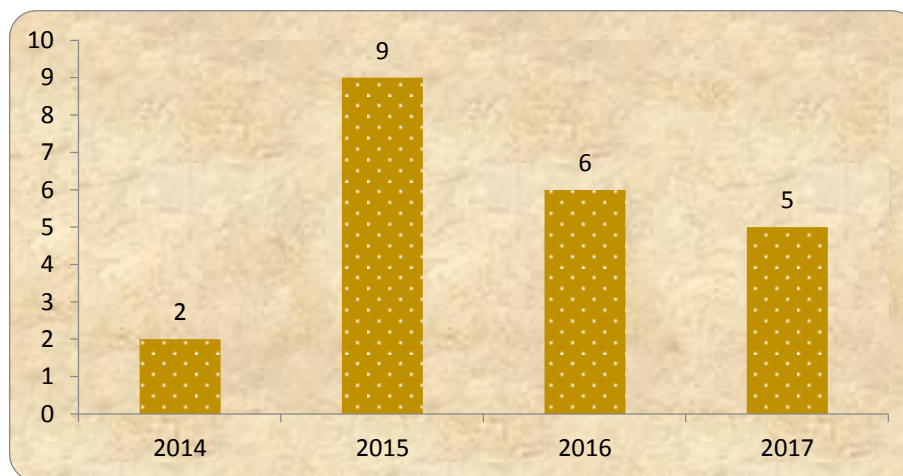
Source	Direction Générale du Tourisme
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Rapports statistiques - Annares statistiques du tourisme 2017 et 2018

Tableau 20.5 : Répartition de l'infrastructure et de la capacité hôtelière en 2018 selon la catégorie d'établissements

Unités	4 étoiles	3 étoiles	2 étoiles	1 étoile	autres	Total
Établissement	-	-	-	-	14	14
Chambre	-	-	-	-	181	181
Place-lit	-	-	-	-	362	362

Source : *Annuaire statistique du tourisme 2017 et 2018*

- **Restauration**

Graphique 6 : Évolution du nombre de restaurants de 2014 à 2018

- **Arrivées dans les hôtels**

Tableau 20.6 : Évolution des arrivées dans les hôtels de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Arrivée globale	3 940	2 885	1 373	1 939	663
Arrivée des résidents	2 676	1 944	1 259	1 367	626
Arrivée des non-résidents	1 264	941	114	572	37

Source : *Annuaire statistique du tourisme 2017 et 2018*

- **Nuitées dans les hôtels**

Tableau 20.7 : Évolution des nuitées dans les hôtels de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Nuitée globale	7 442	6 105	1715	4 904	1203
Nuitée des résidents	5 283	4 718	1 560	3 817	1147
Nuitée des non-résidents	2 159	1387	155	1087	56

Source : *Annuaire statistique du tourisme 2017 et 2018*

Tableau 20.8 : Durée moyenne de séjour dans les hôtels par nuitée de résident et de non-résident de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Durée moyenne de séjour (DMS)	1,89	2,12	1,25	2,53	1,81
Résidents (Nuitée)	1,97	2,43	1,24	2,79	1,83
Non-résidents (Nuitée)	1,71	1,47	1,36	1,90	1,51

Source : *INS*

Chapitre 21 : FINANCES PUBLIQUES

I. Présentation

La gestion des finances publiques du département de la Cuvette-Ouest s'inscrit dans le cadre de la loi 30-2003 du 20 octobre 2003 portant régime financier des collectivités locales du Congo.

Il existe, dans le département, deux (02) Conseils des collectivités locales : le Conseil départemental et le Conseil communal.

Les données statistiques de ce chapitre portent sur les impôts d'État, les impôts locaux et sur les recettes douanières.

II. Concepts et définitions¹⁸

Charges communes : ensemble des dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux logements administratifs et aux différentes réfections.

Dépenses d'investissement : ensemble des dépenses effectuées par le conseil départemental/communal pour l'acquisition des biens durables et la réalisation des travaux d'intérêt public.

Dépenses obligatoires : ensemble des dépenses se rapportant aux salaires, frais et primes.

III. Méthodologie

La méthode de collecte utilisée par la DDSTAT est le dépôt des maquettes de tableaux pré établies auprès des services des Directions départementales des impôts et des douanes, puis aux conseils départemental et municipal.

Pour renseigner les maquettes de tableaux, les services précités ont exploité leurs rapports d'activités.

Données manquantes : ce chapitre ne connaît pas de données manquantes.

Exactitude/Fiabilité des données : Les données ont été obtenues à la suite d'exploitation des rapports d'activités des sources officielles précitées. Elles sont donc exactes et fiables.

Cohérence des données : Aucune comparabilité n'a pu être effectuée. Les données de ce chapitre sont cohérentes car elles sont issues des sources officielles.

IV. Sources et documentation

Sources	<ul style="list-style-type: none"> – Direction départementale des impôts – Direction départementale des douanes – Comptes de gestion et administratif du budget départemental – Direction du budget départemental
Documentation	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport d'activités de la direction départementale des Douanes ; – Rapport d'activités de la direction départementale des Impôts. – Rapport d'activités du Conseil départemental – Rapport d'activités du Conseil municipal.

¹⁸ Définitions tirées de l'Annuaire statistique de la direction départementale de la Bouenza 2015 (INS)

Tableau 21.4 : Évolution des dépenses du Conseil départemental de 2014 à 2018 par nature

Unité : FCFA

	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses					
1. Dépenses obligatoires	219 587 315	457 124 550	435 240 775	413 185 762	306 538 263
2. Dépenses facultatives	88 810 381	63 152 122	60 152 122	65 652 122	235 910 480
3. Charges communes	-	-	-	-	-
4. Dépenses de fonctionnement du bureau exécutif et des autres administrations	229 757 604	305 349 383	304 386 743	304 386 743	306 886 743
Total des dépenses de fonctionnement	538 155 300	825 626 055	799 779 640	783 224 627	849 335 486
5. Dépenses d'investissement	1 901 599 404	414 854 108	184 703 070	188 276 734	152 588 134
Total général des dépenses	2 439 754 704	1 240 480 163	984 482 710	971 501 361	1 001 923 620

Source : Comptes de gestion du budget départemental

Tableau 21.5 : Évolution des recettes d'impôts du département de 2014 à 2018 par nature

Unité : FCFA

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Prévisions	Réalisation	Prévisions	Réalisation	Prévisions	Réalisation	Prévisions	Réalisation	Prévisions	Réalisation
Taxe départementale	3 000 000	-	-	23 000	-	-	500 000	28 000	500 000	15 000
Patente	28 951 680	31 182 364	56 000 000	29 823 409	56 000 000	6 145 441	39 444 987	7 339 693	10 000 000	8 388 866
Licence	500 000	-	500 000	-	500 000	-	500 000	-	-	-
CFPB	20 000 000	-	10 000 000	13 636 750	15 000 000	11 000 000	20 000 000	21 000 000	19 000 000	17 000 000
CFPNB	15 000 000	-	10 000 000	-	10 000 000	-	500 000	-	-	-
TVLPP	7 095 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CA / TVA	8 305 640	16 869 214	8 305 640	809 098	8 305 640	338 918	8 305 640	509 974	8 305 640	-
Total	82 852 320	48 051 578	84 805 640	44 292 257	89 805 640	17 484 359	69 250 627	28 877 667	37 805 640	25 403 866

Source : Direction du budget départemental

CFPB : Contribution foncière des propriétés bâties
 CFPNB : Contribution foncière des propriétés non bâties
 TVLPP : Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels
 TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
 CA /TVA: Centime additionnel calculé sur la TVA

